

## Hommage à Jacques BUGNICOURT

Jacques BUGNICOURT, Fondateur et Secrétaire Exécutif d'Enda Tiers Monde vient de nous quitter à l'âge de 72 ans.

Homme d'exception, ami fidèle et loyal de nous tous, serviteur des laissés-pour-compte, il laisse manifestement un grand vide qu'il nous sera difficile de combler.

Fidèle à lui-même et à sa légendaire politesse, il nous a quitté sur la pointe des pieds comme pour ne pas déranger, et comme pour signifier une dernière fois que nul n'est éternel, et que les humains se doivent toujours de continuer à faire face à leur responsabilité.

Jacques BUGNICOURT, n'était pas un homme ordinaire, tant il incarnait ces valeurs devenues si rares du don de soi et de la générosité sans borne, de l'intelligence au service de l'humain, de l'humilité, de la solidarité et de l'action tout azimut au service des autres et de ses idées. Rien ne le dérangeait autant que de le flatter ou de lui signifier sa dimension d'homme exceptionnel.

Jacques BUGNICOURT a été aussi l'incarnation du Dialogue des cultures et du métissage auquel il croyait tant. Il n'a cessé toute sa vie, d'en donner la preuve jusqu'à la dimension la plus intime : sa propre spiritualité. Il n'a cessé, et quelquefois au péril de sa vie, de jeter les ponts entre les peuples, de dénouer les conflits entre les hommes ici et là, et d'alerter sur les dangers de disparition que courent certains peuples.

L'homme qui nous quitte aujourd'hui a eu un parcours original, et à plus d'un titre, exemplaire. Alors qu'il aurait pu faire le choix de continuer sa vie dans son pays natal - auquel il était si profondément attaché, et dans lequel il aurait certainement trouvé considération, estime et un rôle de premier plan-, il a décidé très tôt d'épouser la cause de ceux qui vivaient, dans leur chair, les injustices du monde, de partager avec eux tout ce dont il était capable de mobiliser et de construire : ses amitiés, sa créativité, sa personne.

Sa sphère culturelle de naissance nous offre peu d'exemple d'hommes et de femmes capables de laisser leur confort, leurs préjugés et leurs certitudes pour établir des relations fraternelles et de solidarité avec ceux que le sort a placés sous domination et dans la pauvreté.

Il a voulu donner un sens à la solidarité. Il n'a cessé de se battre pour que le Sud recouvre sa dignité et sa place naturelle dans les relations internationales et pour que ses apports à la civilisation humaine soient reconnus et valorisés.

Il refusait et combattait le mimétisme, l'uniformité, car il croyait en l'originalité des peuples du sud, à leur capacité

d'innovation, et pensait avec raison que le mimétisme inhibe leurs potentiels culturels, économique, et social et les condamne encore à davantage de dépendance. Pour lui, le partenariat ne pouvait donc se nouer dans l'égalité que si les partenaires sont réellement maîtres de leur imaginaire et de leur propre potentiel.

Il croyait dans les savoirs et les savoir-faire des peuples du sud, et dans une modernité qui ne soit pas une fin en soi mais comme moyen pour les peuples de la planète de partager leur savoir et leur richesse et de redessiner avec l'apport de tous, leur communauté de vie.

Mu par un optimisme sans faille, par la force de son action et de sa pensée, il a lancé ou fortement contribué à lancer plusieurs mouvements d'idées, de programmes nouveaux et audacieux, au Sénégal, en Afrique de l'ouest, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine.

Ces mouvements d'idées et d'actions vont tous dans le même sens et épousent dans leur mise en œuvre la réalité du monde : prendre conscience de la réalité des plus démunis, les accompagner concrètement dans leur lutte pour un mieux être, appuyer les mouvements populaires et les organisations pour qu'ils jouent leur rôle citoyen, interpellier les décideurs nationaux et internationaux pour que leurs politiques ne viennent pas créer ou renforcer la pauvreté, et pour que les relations internationales soient réellement plus justes et plus solidaires.

Il aimait se mettre en ordre de bataille, sur la scène nationale ou internationale, pour mener ce qu'il appelait « la bataille des idées ».

A travers Enda, cette organisation à laquelle il a donné sa vie, Jacques a tenté de réaliser ses rêves. A travers Enda, il a engagé et mené ses batailles pour la dignité, la solidarité et la fraternité, le métissage des peuples et la justice.

A ne pas en douter, l'œuvre de sa vie sera inscrite à jamais dans nos cœurs et dans nos esprits comme la plus humaine, la plus audacieuse et la plus belle.

Les milliers de témoignages reçus de part le monde, et en particulier des gens modestes des quartiers populaires de Dakar et d'ailleurs, pour honorer sa mémoire attestent de la grandeur humaine de cet homme qui nous est si chère.

Adieu Jacques. Repose en paix.

*Cheikh Hamidou KANE, Président du Conseil d'Administration d'Enda Tiers Monde.*

### Sommaire

Conférence de Monterrey : vers un consensus de Washington bis ?	2
Conseil des ADPIC : Démarrage des négociations sur fond d'opposition	5
Les Membres de l'OMC divisé à propos de la «catégorie de développement»et du Traitement spécial & différencié	11
Le Comité du Commerce et de l'Environnement aborde le mandat de Doha	12
Des préoccupations commerciales apparaissent dans la mise en œuvre du Protocole de Kyoto	15
Conférence de Dakar sur le Financement du NEPAD	20

## Conférence de Monterrey : vers un consensus de Washington bis ?

La conférence des Nations Unies sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey du 18 au 22 mars a suscité dès le départ un curieux paradoxe. Personne n'en attendait rien mais tous les observateurs affirmaient son importance. Au final, le texte adopté se présente comme un chapelet d'idées vagues sans souffle ni engagement précis sur les six axes prioritaires identifiés pour promouvoir et accélérer la croissance et le développement. Les six axes sont les suivants :

- mobilisation des ressources financières *nationales* pour le développement : investissements étrangers directs et autres flux financiers privés;
- mobilisation des ressources financières *internationales* pour le développement;
- le commerce international, moteur de la croissance et du développement;
- renforcement de la coopération financière et technique internationale pour le développement;
- la dette;
- le règlement des problèmes systématiques en renforçant la cohérence des systèmes monétaires, financiers, commerciaux internationaux à l'appui au développement.

Mais l'espoir fait vivre pourrait on dire, et malgré le peu de résultats concrets attendus, l'Afrique avait placé beaucoup d'espoirs dans cette conférence, en particulier pour accélérer la réduction de sa dette extérieure. Sur cette question et sur celle de l'aide, les dissensions semblaient trop grandes cependant pour que des engagements fermes soient pris. Les positions des pays du Nord étaient plutôt axées sur le commerce et les échanges, à l'exception de la France, qui a défendu la nécessité d'augmenter de façon sensible l'APD et de réduire la dette.

Les dirigeants des pays africains se sont prêtés de bonne grâce à la démarche du sommet de Monterrey mais réclament en contre partie des actes concrets. Le président Obassandjo du Nigeria, l'un des initiateurs de NEPAD a lancé un avertissement dans ce sens en donnant l'exemple du sommet du millénaire de septembre 2000 qui avait suscité beaucoup d'espoirs mais qui aujourd'hui n'a produit aucun résultat significatif. «Après deux ans, note-il, nous ne décelons aucun progrès et nous exprimons notre profonde inquiétude».

Son inquiétude est partagée par d'autres dirigeants africains mais aussi par nombres d'observateurs indépendants qui ne voient dans la conférence de Monterrey qu'une réunion de plus destinée à cacher la gêne qu'éprouvent l'ONU et les pays industrialisés de n'avoir pas réussi à mettre en route les ambitieuses décisions prises à l'issue du sommet du millénaire de 2000.

A ce sommet du millénaire de septembre 2000, quelque 147 chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient engagés sous l'égide de l'ONU à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015, à rendre universel l'enseignement, à infléchir la tendance actuelle de la propagation du Sida et à réduire des trois-quarts le taux de mortalité maternelle et infantile etc. A ce jour ce texte n'a même pas connu un début de mise en œuvre.

Estimant que les échanges commerciaux sont «bien souvent la seule source extérieure importante au financement du développe-

ment», le consensus de Monterrey reconnaît néanmoins les difficultés auxquelles se heurtent les PED pour en bénéficier pleinement. Le texte signale dans cette perspective que les politiques des pays riches ne favorisent pas une expansion des exportations des économies en développement. Il vilipende tout particulièrement «les barrières commerciales, les subventions de nature à fausser les échanges commerciaux et autres mesures analogues, en particulier dans les secteurs d'exportation des pays en développement, comme l'agriculture».

Le «consensus de Monterrey» évoque aussi «l'abus des mesures antidumping, les barrières techniques» ainsi que les «mesures sanitaires et phytosanitaires» qui entravent les échanges Sud-Nord. Mais dans ce domaine aussi le texte ne comporte aucun engagement concret et aucune mesure contraignante. Il recommande simplement que les pays développés ouvrent davantage leur marché et apportent une assistance technique pour rendre plus compétitive l'offre du Sud.

La promesse faite par les pays industrialisés de consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide publique au développement tarde à se concrétiser. Les conclusions d'études récentes de la Banque Mondiale et du FMI de la nécessité de doubler le plafond de l'APD pour la porter à 100 milliards en cinq ans se heurte aux intérêts divergents de l'Union européenne et des Etats Unis. Avec ses 0,10%, la part que ces derniers consacrent à l'APD est la plus faible, loin derrière les pays scandinaves et les Pays-Bas tous au-dessus de 0,50%, voire 1% pour la Norvège. Les principaux donateurs de l'OCDE réunis au sein du Comité d'Aide au Développement (CAD) arrivent péniblement 0,22% de leur PNB en moyenne tandis que les pays de l'Union Européenne ambitionne de porter à 0,39% en 2006 leur taux qui s'établit à 0,33% actuellement.

Les Etats Unis, contre toute attente ont annoncé au cours du Sommet une augmentation annuelle de 5 milliards de dollars. Mais les explications données par le président Bush et par les représentants américains à Monterrey ont clairement montré que cette augmentation intervient dans le contexte de la mise en place d'une politique de sécurité à l'échelle planétaire, où le volet militaire accapare l'essentiel des ressources (45 milliards prévus). L'accès à ces sommes ne sera possible que si les pays bénéficiaires appliquent les principes de bonne gouvernance, luttent contre la corruption et adoptent «de bonnes politiques économiques», à savoir des politiques libérales respectant les préceptes de la Banque Mondiale et les règles de l'OMC.

Les organisations de la société civiles qui ont organisé un forum avant l'ouverture officielle de la Conférence ont réaffirmé la nécessité d'annuler totalement la dette extérieure des pays les moins avancés, de limiter le rôle des institutions internationales telles que la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC. Elles ont fustigé le peu de solidarité manifestée par les pays riches. Elles appellent Le groupe des ONG africaine a lui aussi produit une déclaration dans laquelle il demande l'annulation totale de la dette, le respect des engagements internationaux des pays du Nord pour l'accès à leur marché des pays en développement et pour atteindre 0,7% de leur PIB d'APD.

(suite à la page 10)

# Sécurité alimentaire et développement rural : les priorités de l'Afrique dans les négociations de l'OMC sur l'agriculture

Isabelle Mamaty\*

Alors que les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'agriculture entrent dans leur troisième phase, la question de la sécurité alimentaire et du développement rural constitue un enjeu crucial pour les pays africains où l'agriculture est au centre des économies du continent. Ce secteur compte pour plus de 30% du Produit Intérieur Brut (PIB) et emploie plus de 60% de la force de travail. Il représente également une source importante de devises extérieures, fournit une part considérable de l'alimentation de base et est source de revenus pour une grande partie de la population rurale<sup>1</sup>.

Mais, au cours des quatre dernières décennies, dans la plupart des pays africains, la production agricole n'a pu faire face aux besoins des populations et la compétitivité des produits reste problématique, à la fois sur le marché intérieur et les marchés d'exportations. Deux facteurs principaux ont contribué à cette situation, à des degrés divers selon les pays.

- Les politiques nationales défavorisant l'agriculture, mises en œuvre dans le passé ;
- Les fortes distorsions sur les marchés agricoles mondiaux liées aux mesures protectionnistes et aux subventions massives à l'agriculture dans les pays développés.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, de nombreux pays africains ont entrepris des réformes politiques dans le cadre de programmes d'ajustement structurels (PAS) ou d'accords commerciaux au niveau régional. Au-delà de ces efforts, la réduction des distorsions sur les marchés internationaux ainsi que la mise en œuvre de politiques encourageant la génération de revenus et une amélioration de la productivité du secteur agricole, demeurent une priorité.

## Quelles politiques de sécurité alimentaire et de développement rural ?

Assurer la sécurité alimentaire requiert des politiques visant à encourager la production (accès au crédit, à la terre, aux intrants), un environnement économique et institutionnel sain (stabilité des prix, infrastructures adéquates, recherche et développement, promotion des services d'extension) ainsi qu'une protection, au moins de manière temporaire, des petits agriculteurs contre les chocs extérieurs et notamment les fluctuations des marchés internationaux.

Compte tenu de l'ampleur du problème de l'insécurité alimentaire dans les pays membres de l'OMC les plus pauvres, une récente

étude de la FAO<sup>2</sup> reconnaît la nécessité d'accroître, plutôt que de réduire, le soutien à l'agriculture. Au vu du poids économique et des capacités financières relativement faibles de ces pays, une augmentation des soutiens n'aurait, en outre qu'un effet négligeable sur le marché agricole mondial.

Les expériences passées suggèrent qu'une croissance agricole soutenue requiert une combinaison judicieuse de subventions (p.ex. aux intrants et à la gestion de l'eau), de politiques des prix, de mesures à la frontière, et d'autres mesures institutionnelles et infrastructurelles (crédits à l'agriculture, services d'extension, réforme foncière, transport et routes, système de marché et de distribution). Il apparaît également que les mesures « couplées » ont contribué plus efficacement à l'augmentation rapide de la productivité et de la production agricole que les mesures « découplées<sup>3</sup> ». Pourtant, si l'introduction de mesures découplées ne pose pas de problème, l'Accord agricole de l'OMC limite la possibilité des pays africains à utiliser des mesures couplées seulement en deçà du /ou égales au niveau de minimis.

Sur la base de ces considérations, les sections suivantes examinent dans quelle mesure l'Accord sur l'Agriculture (AsA) permet aux pays africains de mettre en œuvre des politiques de sécurité alimentaire et de développement rural.

## L'accès aux marchés

Le tableau 1 montre que la majorité des tarifs appliqués dans les pays d'Afrique sub-saharienne (ASS) sont largement en dessous des tarifs consolidés à l'OMC. Le système tarifaire de la plupart des pays est composé d'un droit de douane et d'autres droits et charges (ADC) pour les produits sensibles, et en particulier les produits de base. Le seul recours aux droits de douane pour se protéger des chocs externes et des poussées d'importation, peut s'avérer insuffisant ou inadéquat face à la volatilité des marchés mondiaux.

Par exemple, entre décembre 1997 et septembre 1998, le prix du sucre brut en US\$ sur le marché mondial a baissé de 12.3 à 7,2 cents. Pour stabiliser le prix du marché domestique au niveau de décembre 1997, il aurait fallu un tarif de 70 pour cent pour un taux initial égal à zéro (ou un tarif de 105 pour cent si le tarif initial était de 20 pour cent). Cela met en évidence la nécessité d'un mécanisme approprié de sauvegarde pour faire face à de telles éventua-

<sup>2</sup> FAO, Incorporation des questions liées à la sécurité alimentaire dans un accord révisé sur l'agriculture, papier de discussion n°2, Table ronde organisée par la FAO sur "la sécurité alimentaire dans le contexte des négociations de l'OMC sur l'agriculture", 20 Juillet 2001.

<sup>3</sup> On entend par mesures couplées les paiements qui sont directement liés aux prix et à la production (p.ex. le soutien au prix du marché, la subvention aux intrants), tandis que les mesures découplées ne sont pas liées à la production ni aux prix et sont incluses dans les mesures de la catégorie verte comme par exemple: les services généraux de recherche, la vulgarisation, la formation.

\* Economiste, spécialiste du commerce international.

<sup>1</sup> "Questions et alternatives dans la perspective des pays africains dans les prochaines négociations commerciales multilatérales", Service des politiques et des projections concernant les produits, Division des produits et du commerce international Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Septembre 1999.

lités. Si un tel mécanisme existe dans le cadre de l'AsA<sup>4</sup>, la plupart des pays africains n'y ont pas accès<sup>5</sup>. Ils peuvent tout au plus recourir aux mesures générales de sauvegarde de l'OMC lourdes à mettre en place<sup>6</sup>.

**Tableau 1 : Consolidation des droits des pays africains pour les produits agricoles**

Pays	Statut à l'OMC	Taux moyen des droits consolidés (%) <sup>1</sup>	Taux moyen des droits appliqués (%) <sup>2</sup>
<b>Pays ayant des droits consolidés très élevés :</b>			
Bénin	PMA	119	13
Burkina Faso	PMA	150	
Burundi	PMA	130	
Cameroun	PED		
	(Import. net)	310	
Cote d'Ivoire	PED	215	17
Djibouti	PMA	135	
Gabon	PED	260	
Madagascar	PMA	280	
Mali	PMA	110	
Maurice	PED		
	(Import. net)	122	17.7
Niger	PMA	100	
Nigeria	PMA	230	47
Sénégal	PED		
	(Import. net)	180	44
<b>Pays ayant des droits consolidés modérés :</b>			
Tchad	PMA	80	
Rép. Dém. du Congo	-	50	
Mauritanie	PMA	90	
Togo	PMA	83	
<b>Pays ayant des droits consolidés faibles :</b>			
Botswana	PED		
	(Import. net)	40	7
Rép. centrafricaine	PMA	46	
Congo	PMA	30	
Egypte	PED		
	(Import. net)	48	19
Guinée	PMA	40	
Namibie	PED	40	7
Afrique du sud	Pays		
	développé	40	7
Swaziland	PED	40	7

<sup>1</sup> Ces chiffres représentent la moyenne simple des droits consolidés des principaux produits agricoles.

<sup>2</sup> Ces chiffres proviennent des dernières revues de politique commerciale des pays concernés et de Kent, Wilcock and Gwynn (1997), Likely Impact of the GATT Agricultural Agreement on African Agricultural Trade and Development, ARAP II Research Report No. 1024, USAID.

<sup>4</sup> Clause de sauvegarde spéciale (CSS).

<sup>5</sup> La CSS n'est utilisable que par les membres qui ont utilisé la méthode de tarification lors des négociations du cycle d'Uruguay. Or la plupart des pays africains ont préféré appliquer des taux plafonds plutôt que la tarification si bien qu'ils ne peuvent avoir recours à la CSS.

<sup>6</sup> Articles VI Droits anti-dumping et droits compensateurs; XII restrictions à l'importation visant à sauvegarder la position financière extérieure d'un pays; XVI sur les subventions; XVII sur l'Assistance au développement économique; XIX sur l'Action d'urgence sur les importations de produits particuliers; XX Exceptions générales; et XXI sur les exceptions pour la sécurité.

## Soutien interne

En vertu de l'AsA, tout soutien interne - à l'exception des mesures de la catégorie verte et bleue - est sujet à des engagements de réduction. Ces soutiens sont exprimés en terme de « Mesure globale de soutien » ou MGS totale calculée sur une période de base de 1986-1988. La réduction s'effectue par tranches annuelles égales sur la période de mise en œuvre. Les valeurs de la MGS annuelle totale courante indiquent le niveau qu'une mesure de soutien soumise à réduction ne doit pas dépasser pour une année donnée. Les exemptions « de minimis » autorisent, néanmoins, par produit agricole, un soutien additionnel n'excédant pas 5 pour cent du total de la valeur de la production intérieure du dit produit, pour les pays développés, et 10 pour cent pour les pays en développement.

Mise à part l'Afrique de Sud, tous les pays d'Afrique subsaharienne ont reporté une MGS totale égale à zéro, voire négative dans certains cas (notamment lorsque le secteur est plus taxé que subventionné). En effet, à la suite de mesures de libéralisation unilatérales dans le cadre de PAS, la plupart des mesures de distorsion commerciales ont été soit éliminées ou abaissées à des niveaux minimaux, de manière autonome, avant la conclusion des Accords de Marrakech. En conséquence, les pays qui ont déclaré ne pas fournir de soutien interne au moment de la signature de l'AsA, ne sont plus autorisés à le faire dorénavant.

Avec une MGS nulle voir négative, les pays africains risquent d'être « handicapés » à l'avenir si le besoin d'accroître le soutien à l'agriculture au-delà du niveau de minimis se faisait ressentir. Pire, il peut arriver qu'en corrigeant simplement la taxation implicite de leur secteur agricole, certains pays voient leur MGS augmenter au-dessus du niveau autorisé. Il est important de soulever ce point dans la mesure où l'un des principaux objectifs des PAS consiste précisément à éliminer la taxation implicite du secteur agricole.

La seule option possible consiste à avoir recours aux mesures de soutien de la catégorie verte ou bleue qui sont, elles, exemptées d'obligation de réduction, mais trop coûteuses à mettre en œuvre dans ces pays. Ainsi la majorité des pays d'Afrique n'ont notifié qu'un faible niveau de soutien à l'agriculture au titre des mesures de la « catégorie verte ». Comme le montre le tableau 2, celles-ci sont même insignifiantes comparées à celles des autres Membres de l'OMC.

En résumé:

- Les subventions aux intrants commercialisés (graines, fertilisants, pesticides, machines, etc..) ont été éliminées dans la plupart des pays africains suite à la mise en œuvre des PAS bien qu'elles soient toujours autorisées dans le cadre de l'AsA pour les pays en développement si elles sont destinées aux producteurs à faibles revenus.

- Les subventions aux intrants non commercialisés (crédit, eau, électricité, etc..) ne sont pas exemptes du calcul de la MGS. Pour les pays qui ne les ont pas incluses dans leur liste de pays, leur utilisation à l'avenir n'est plus possible selon les règles actuelles de l'OMC.

(suite à la page 19)



## Conseil des ADPIC : Démarrage des négociations sur fond d'opposition

La lancinante question des droits de propriété intellectuelle liée au commerce a connu de nouveaux développements à l'OMC, suite au démarrage des travaux du conseil des ADPIC du 5 au 7 mars dernier. Les discussions engagées lors de cette première réunion ordinaire se sont poursuivies le 8 mars en session extraordinaire. Les débats ont porté essentiellement sur la santé publique, les indications géographiques et le réexamen de l'accord sur les ADPIC au titre de l'Article 71.1, les licences obligatoires et la question de la santé publique. Conformément au mandat de la Déclaration ministérielle de Doha sur la santé publique, le Conseil des ADPIC a entamé ses discussions afin de « trouver une solution rapide » au problème des Membres de l'OMC qui ont des capacités de fabrication insuffisantes dans leur secteur pharmaceutique pour « recourir de manière effective aux licences obligatoires » (§ 6). Dans un document distribué le 4 mars (IP/C/W/339) disponible sur <http://www.docsonline.wto.org>, l'Union européenne a fait deux propositions visant à permettre l'exportation de produits pharmaceutiques vers un pays n'ayant pas les capacités de les fabriquer lui-même, si celui-ci octroie une licence obligatoire. L'une est fondée sur une modification de l'article 31f des ADPIC et l'autre sur l'interprétation de l'article 30 portant exception aux droits de brevets.

### 1) Modification de l'article 31f

L'UE a proposé l'introduction d'une exception au principe énoncé dans l'article 31f qui prévoit qu'une licence obligatoire « sera autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du membre qui a autorisé cette utilisation ». Une telle exception s'appliquerait néanmoins uniquement aux licences obligatoires accordées pour s'attaquer à un problème majeur de santé publique.

### 2) Interprétation de l'article 30

La seconde proposition de l'UE porte sur une interprétation de l'article 30 selon laquelle les Membres pourraient approvisionner un autre pays qui a accordé une licence obligatoire sur un médicament donné. Selon l'UE, une telle démarche permettrait de profiter de la flexibilité offerte par l'Accord sur les ADPIC sans qu'il soit besoin d'en modifier les dispositions.

Dans les deux cas, l'UE a estimé qu'il est nécessaire d'établir des garde-fous aptes à prévenir les abus et à faire en sorte qu'un médicament fabriqué dans le cadre d'une licence obligatoire pour le marché d'un pays n'ayant pas de capacité de production interne ne soit pas dévié de sa destination initiale et réexporté vers d'autres marchés. Les pays en développement se sont montrés globalement favorables aux propositions de l'UE même s'ils ont émis des réserves quant à la mise en place de garde-fous. Lors d'une intervention du Kenya au nom du groupe africain et d'autres pays en développement, ceux-ci ont affiché leurs craintes de voir les solutions proposées se heurter à des difficultés de mise en œuvre si les conditions étaient trop strictes et détaillées. En outre ils ont plaidé pour une suppression pure et simple de la référence à l'approvisionnement du marché intérieur dans l'Article 31f plutôt qu'à une exception comme le propose l'UE. Finalement ils ont insisté sur les mesures incitatives en faveur du transfert de technologies. De telles mesures sont nécessaires, selon eux, pour développer des capacités de production locales.

Dans la controverse sur l'article 31f, les USA se sont opposés à toute modification de l'Accord sur les ADPIC et ont proposé, à la place,

un moratoire ne s'appliquant qu'aux maladies comme le SIDA, la tuberculose, la malaria et d'autres grandes épidémies. Ils ont en outre suggéré que l'on définisse une catégorie de pays auxquels ces solutions devraient s'appliquer et que l'on établisse des conditions d'admissibilité précises.

Pour les ONG, la proposition américaine d'un moratoire est de nature à affaiblir la volonté des producteurs de médicaments génériques et à protéger implicitement les intérêts des multinationales pharmaceutiques. Le débat sur cette question se poursuivra en juin.

### Les indications géographiques

La question au centre des débats était de savoir s'il faut ou non étendre la protection des indications géographiques accordées aux vins et aux spiritueux (article 23) à d'autres produits. Deux groupes de pays se sont opposés sur la base d'une division entre « vieux monde » et « nouveau monde ». Le Sri Lanka, la Slovaquie, la Suisse, la Turquie, l'Inde, le Pakistan, le Kenya, la Hongrie, l'UE, la République slovaque, Cuba, le Maroc, la République tchèque, l'Égypte, la Bulgarie, la Thaïlande et la Jamaïque sont en faveur d'une extension de la protection des indications géographiques. Ils y voient un moyen de mieux commercialiser leurs produits et d'obtenir des prix plus élevés. Parmi les opposants on citera l'Australie, le Canada, le Paraguay, la Colombie, le Guatemala, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'Uruguay. Ces pays pensent que les indications géographiques risquent d'être utilisées à des fins protectionnistes et que même pour les pays en développement qui voudraient les utiliser, les coûts administratifs seraient certainement trop élevés pour qu'ils puissent véritablement bénéficier de cet instrument. Certains, comme l'Australie, ont fait valoir que sur un plan culturel, beaucoup de noms ont voyagé avec les migrants (comme les migrants européens à destination de l'Australie) et qu'ils veulent pouvoir continuer à fabriquer les produits portant ces noms. L'UE a répliqué qu'elle aussi avait des immigrants, en provenance d'Afrique et d'Asie, mais que cela ne devait pas justifier que les Européens utilisent les indications géographiques des pays d'origine des migrants.

Les autres questions contenues dans l'ordre du jour ont été également débattues. Il s'agit du réexamen de l'Article 27.3 (b), et en particulier la question du brevetage du vivant, des savoirs traditionnels et de la relation entre la Convention sur la diversité biologique et les ADPIC. Sur l'ensemble de ces points, les débats ont plutôt porté sur l'organisation des futurs travaux.

À la fin de cette réunion ordinaire du 5 au 7 mars, l'ambassadeur Chidyaisiku du Zimbabwe a clôturé la séance en laissant la place à son successeur le mexicain Eduardo Perez Motta, à la veille de la réunion extraordinaire du conseil des ADPIC du 8 mars qui avait pour objet de se pencher sur le système d'enregistrement multilatéral des indications géographiques.

Pour le reste de l'année, les réunions suivantes ont été fixées à titre provisoire :

- 25-27 juin (suivie par une session extraordinaire le 28 juin)
- 17-19 septembre (suivie par une session extraordinaire le 20 septembre)
- 25-27 novembre (suivie par une session extraordinaire le 28 novembre)

## Assistance technique : discussions animées sur le plan du Secrétariat

Le 6 mars, les Membres de l'OMC ont pris note du Plan annuel d'assistance technique élaboré par le Secrétariat et amendé à la lumière des commentaires des délégations lors d'une série de réunions formelles et informelles du Comité du commerce et du développement. Le document (WT/COMTD/W/95/Rev.3) n'a pourtant pas été formellement approuvé du fait des réticences de plusieurs pays en développement et, bien que son application ait commencé le premier janvier 2002, le document précise que le plan est en constante évolution et sera réexaminé régulièrement. Cette troisième révision reflète des corrections demandées à plusieurs reprises par les pays en développement. Parmi celles-ci la nécessité d'intégrer l'assistance technique concernant les « thèmes de Singapour » - investissement, politique de concurrence, facilitation des échanges, transparence des marchés publics - dans le cadre général du plan et non dans une annexe séparée. Dans une version antérieure, le Secrétariat avait justifié la présence d'une telle annexe du fait de « l'importance accordée aux thèmes de Singapour dans la Déclaration ministérielle ». Les pays en développement opposés aux négociations sur ces questions ont rejeté cette approche qui pourrait sous-entendre que l'assistance technique doit aller en priorité sur ces questions au détriment des autres. Pour plusieurs pays en développement, l'assistance technique devrait au contraire se concentrer sur les questions qui font déjà l'objet de négociations (agriculture, services, etc.).

### Désaccord sur le mandat de Doha

En ce qui concerne les quatre « thèmes de Singapour », la Déclaration ministérielle dit invariablement que : « Reconnaissant les arguments en faveur d'un [cadre multilatéral/ accord sur l'investissement/politique de concurrence/facilitation des échanges/ transparence des marchés publics] et la nécessité d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités accrues dans ce domaine [...], nous convenons que des négociations auront lieu après la cinquième session de la Conférence ministérielle sur la base d'une décision qui sera prise, par consensus explicite, à cette session sur les modalités des négociations. »

En ce qui concerne l'investissement et la politique de concurrence, la Déclaration spécifie que : « Nous reconnaissons les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés en ce qui concerne un soutien accru pour une assistance technique et un renforcement des capacités dans ce domaine, y compris l'analyse et l'élaboration de politiques de façon qu'ils puissent mieux évaluer les implications d'une coopération multilatérale plus étroite pour leurs politiques et objectifs de développement, et le développement humain et institutionnel. »

Selon l'interprétation de plusieurs pays en développement, la formulation de ce paragraphe permettrait de repousser indéfiniment le lancement des négociations si l'assistance technique dans ce domaine s'avérait insuffisante ou si elle mettait en lumière le fait qu'une « coopération multilatérale plus étroite », dans ce domaine, irait à l'encontre de « leurs politiques et objectifs de développement ». Dans le contexte des discussions sur le plan d'assistance technique, ces pays ont combattu tout langage associant de manière trop évidente le renforcement des capacités au lancement des négociations sur les questions de Singapour. Ainsi, contraire-

ment à l'ancienne annexe 1, le texte du 6 mars ne spécifie plus que l'assistance technique dans ces domaines est « élaborée pour soutenir les efforts des pays en développement et des Pays les moins avancés visant à construire les capacités professionnelles et institutionnelles nécessaires pour les préparer aux négociations sur l'investissement, la politique de concurrence, la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics ».

### Les principaux éléments du plan

Les activités du plan s'inscrivent dans une série d'initiatives de l'OMC comprenant une collaboration plus étroite avec les autres agences ayant des compétences particulières en matière de coopération technique - notamment sur les nouveaux thèmes; les activités du cadre intégré pour les PMA ; la création d'une banque de données pour l'assistance technique de l'OMC ; et des partenariats stratégiques avec diverses banques régionales et autres institutions avec qui plusieurs accords sont sur le point d'être signés. Les activités du plan lui-même comprennent un nombre considérable de séminaires nationaux et régionaux - plus d'une centaine uniquement en Afrique - et de cours de politique commerciales en dehors de Genève. Le plan n'aborde pas les activités qui ne se réfèrent pas directement au mandat de Doha. C'est notamment le cas de l'institut de formation de l'OMC et les sessions de la semaine de Genève pour les Etats membres n'ayant pas de représentants permanents à Genève.

Un budget de près de 10 millions d'US\$ a été adopté le 19 décembre dernier et une conférence des pays donateurs a été fixée au 11 mars pour tenter de rassembler ces fonds à travers des contributions volontaires des pays Membres. Lors de cette conférence, les Membres se seraient engagés à fournir le double de cette somme puisque les promesses de dons faites par 29 Membres s'élevaient à près de 30 millions de francs suisses (environ 18 millions de dollars). Les deux tiers de ces contributions viennent de l'Union européenne et de ces membres. Les principaux donateurs sont l'Allemagne avec CHF 5.4 millions sur la période 2002-2006 et les Etats-Unis avec CHF 3,23 millions.

Si l'adoption du plan d'assistance technique n'est normalement qu'une simple « formalité » au Comité du commerce et du développement, les nombreuses réunions et les trois révisions successives du plan du Secrétariat témoignent de l'importance que prend l'assistance technique dans le contexte de l'après Doha. Au-delà des préoccupations des pays en développement mentionnées ci-dessus, de plus en plus de critiques se font entendre sur l'assistance technique fournie par le Secrétariat, en dépit des réformes mise en œuvre avant Doha. Dans une lettre adressée à la conférence des donateurs du 11 mars, plusieurs ONG dont l'Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) basé aux Etats-Unis, plaident pour une évaluation indépendante de l'assistance technique. Selon cette lettre, « les séminaires de l'OMC sont reconnus pour être trop généraux et inefficaces », en outre, « le plan [...] a été largement défini par le Secrétariat de l'OMC plutôt que par les bénéficiaires ». Finalement, « les gouvernements devraient avoir la possibilité de choisir les agences et le format de l'assistance qui leur semble le plus approprié ».

(suite à la page 20)

## Mandat de Doha : après l'accord sur le comité de négociations commerciales (CNC) et la nomination des présidents, les négociations de fond commencent...

Le 1er février dernier, les gouvernements membres de l'OMC sont enfin parvenus à un accord sur les modalités d'organisation des futures négociations commerciales. Après quatre jours de négociations ardues, où le principal point d'achoppement portait sur le choix du président, les membres ont réussi à trouver un arrangement autour du texte proposé par Stuart Harbinson, président du Conseil général. (texte disponible sur : [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dda\\_f/tnc\\_1\\_01feb02\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/tnc_1_01feb02_f.htm)).

Aux termes de cet accord, le Comité de négociations commerciales (CNC), qui doit superviser la conduite des négociations et l'élaboration du calendrier, est placé sous l'autorité du Conseil général auquel il adresse des rapports réguliers. Le directeur général actuel, le Néo-zélandais Mike Moore assure ex officio la présidence du CNC jusqu'au 1er septembre 2002, date à laquelle il quittera la tête de l'OMC et passera le témoin à son successeur le Thaïlandais Supachai Panitchpakdi. Ce dernier aura en charge la conduite des négociations jusqu'à leur terme le 1er janvier 2005.

### Organisation des réunions

Deux nouveaux groupes de négociations ont été créés pour prendre en charge l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les règles de l'OMC (Subventions, règles anti-dumping et accords régionaux). Les négociations sur l'agriculture et les services continueront d'être menées dans le cadre des sessions spéciales du Comité sur l'agriculture et du Conseil des services. La tenue de sessions spéciales a également été décidée pour les organes suivants :

- Le Comité du commerce et du développement (CCD) : négociations sur le traitement spécial et différencié ;
- Le Conseil des services : négociations sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux ;
- Le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) : négociations sur les relations entre l'OMC et les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les biens et services environnementaux ;
- L'Organe de règlement des différends : négociations sur le mémorandum d'accord sur le règlement des différends ;

La présidence de ces organes est assurée par les représentants de gouvernements basés à Genève. Elle a été séparée en deux, d'une part pour les sessions ordinaires avec une rotation annuelle, en accord avec les principes et pratiques en vigueur à l'OMC, et d'autre part pour les sessions spéciales. La présidence de ces dernières s'étendra jusqu'à la 5ème conférence ministérielle, date à laquelle leur mandat pourra être étendu.

### Des assurances pour les pays en voie de développement

Insistant sur la nécessité de garantir la prédominance du rôle des Etats membres dans la conduite des négociations, plusieurs pays en développement et notamment la Chine ont défendu et obtenu que la déclaration de Stuart Harbinson précise que « la nomination proposée du Directeur général agissant ex officio, à la prési-

dence du CNC est un arrangement exceptionnel et que les personnes nommées pour assumer les fonctions dans les organes de l'OMC devraient normalement être choisies parmi les représentants des membres de l'OMC ». Plusieurs pays en développement dont le Pakistan et l'Inde s'étaient en effet opposés à la nomination du Directeur général à la présidence du CNC. Le soutien ouvert de Mike Moore au lancement des négociations sur les très controversés nouveaux thèmes, notamment l'investissement et la politique de concurrence, a fait douter plusieurs pays de sa capacité à agir en « médiateur » dans l'intérêt de tout les membres. Certains pays en développement critiquent également Moore pour ce qu'ils perçoivent comme une tendance à outrepasser « certains négociateurs récalcitrants » basés à Genève en traitant directement avec leurs ministres basés dans la capitale.

### Les organes réguliers de l'OMC

**Conseil Général** : Ambassadeur Sergio Marchi (Canada), **Organe de règlement des différends** : Ambassadeur Carlos Perez del Castillo (Uruguay), **Organe d'examen des politiques commerciales** : Ambassadeur Amina Chawahir Mohamed (Kenya), **Conseil du commerce des marchandises** : Ambassadeur M. Supperamaniam (Malaisie), **Conseil du commerce des services** : Ambassadeur Mary Whelan (Irlande), **Conseil des ADPIC** : Ambassadeur Eduardo Pérez Motta (Mexique), **Comité Budget, finances et administration** : M. Neil McMillan (Grande Bretagne), **Comité Restrictions appliquées à des fins de balance de paiements** : Ambassadeur Anda Cristina Filip (Roumanie), **Comité Commerce et Développement** : Ambassadeur Toufik Ali (Bangladesh), **Comité Accords commerciaux régionaux** : Ambassadeur Boniface Guwa Chidyausiku (Zimbabwe), **Comité du commerce et de l'environnement** : Ambassadeur Oguz Demiralp (Turquie), **Groupe de travail sur les liens entre commerce et investissement** : Ambassadeur Luiz Felipe de Seixas Corrêa (Brésil), **Groupe de travail sur les interactions du commerce et de la politique de concurrence** : professeur Frédéric Jenny (France), **Groupe de travail sur la transparence des marchés publics** : Ambassadeur Ronald Saborio Soto (Costa Rica), **Groupe de travail commerce, dette et finance** : Ambassadeur Hernando José Gómez (Colombie), **Groupe de travail commerce et transfert de technologie** : Ambassadeur Stefán Haukur Jóhannesson (Islande), **Comité de l'agriculture** : Dr Magdi Farahat (Egypte).

Les pays en développement ont néanmoins obtenu certaines assurances. Parmi celles-ci, la suprématie du Conseil Général et des limites à la capacité des présidents de sessions spéciales de soumettre en leur propre nom des propositions de compromis. Au lieu de cela, des rapports réguliers de l'organe qui les supervise doit refléter un consensus, ou si cela n'est pas possible, refléter les différentes positions en question. Ces précisions reflètent la frustration de certains pays en développement lorsque la version finale de la déclaration préliminaire de Doha avait été transmise aux ministres sans tenir compte de leurs opinions divergentes.

(suite à la page 8)



*Mandat de Doha : après l'accord... (suite de la page 7)*

Pour lever une des objections formulées par le groupe africain, l'Egypte notamment, il a été convenu que dans la mesure du possible, un seul organe de négociation se réunira à la fois afin de permettre aux pays qui n'ont pas suffisamment de délégués de pouvoir suivre le maximum de réunions. Après chaque séance, un compte rendu sera dressé, sans délai, dans les trois langues officielles de l'OMC et distribué aux différentes délégations de façon à ce que leurs capitales et elles-mêmes soient tenues régulièrement informer de l'évolution des négociations.

**Des propositions pour la résolution du problème récurrent des réunions parallèles**

Faisant suite à la proposition de l'Egypte, le directeur général adjoint de l'OMC Miguel Rodriguez Mendoza a, dans rapport fait au Conseil général le 13 février, suggéré de mieux respecter les lignes directrices existantes concernant l'organisation des réunions afin d'assurer une participation effective des petites délégations. Selon son rapport, les organes de l'OMC auraient tenu près de 400 réunions formelles, 500 réunions informelles et environ 90 autres réunions composées de symposiums, d'ateliers et de séminaires. Il est arrivé que quatre réunions formelles soient convoquées en même temps, et dans de tels cas, les délégués n'avaient d'autre choix que d'en suivre une seule ou de partager leur temps entre toutes les réunions en ne participant que superficiellement à chacune d'elles.

Pour ces raisons, qui de toute évidence empêchent une participation efficace de tous les membres aux négociations et au programme de travail, le sous-directeur pense qu'il est impératif d'opérer des changements rapides afin d'infléchir la tendance actuelle. Il propose les lignes directrices suivantes :

- Pas plus de deux réunions à la fois. Mieux, conformément aux principes adoptés par le CNC, dans la mesure du possible, un seul organe de négociation se réunira à la fois.
- Une répartition rationnelle des réunions sur l'année de façon à ce qu'il y ait un bon équilibre entre tous les mois, ce qui évite d'avoir des périodes plus chargées que d'autres.
- Le respect des dates de réunions pour éviter que leur changement ne perturbe le calendrier

Il est prévu en outre que toutes les réunions qui portent sur des sujets similaire soient regroupées. Les sessions de négociations doivent coïncider avec les réunions ordinaires afin de faciliter la participation des membres. La tenue de réunions parallèles est un problème récurrent au sein de l'organisation, particulièrement pour les petites délégations qui ne disposent souvent pas de plus de deux ou trois personnes travaillant sur les sujets commerciales.

**Nomination des présidents des sessions spéciales**

Dans foulée de la réunion du 1er février consacrée au choix du président du CNC, les membres de l'OMC se sont retrouvés de nouveau le 15 du même mois pour procéder à la nomination des présidents des comités, conseils et groupes de négociations. Ainsi pour l'année 2002, les groupes de négociations seront présidés par les ambassadeurs suivants :

- Conseil du commerce dans les services, session spéciale : Ambassadeur Alejandro Jara (Chili).

- Groupe de négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, Ambassadeur Pierre Louis Girard (Suisse).
- Groupe de négociations sur les règles, Ambassadeur Timothy John Groser (Nouvelle Zélande).
- Comité du commerce et de l'environnement, session spéciale, Ambassadeur Yolande Biké (Gabon).
- Conseil des ADPIC, session spéciale, Ambassadeur Eui Yong Chung (Rep.de Corée ).
- Organe de règlement des différends, session spéciale, Ambassadeur Pèter Bâlas (Hongrie).
- Comité de l'agriculture, session spéciale, Mrs Stuart Harbinson (Hong Kong).
- Comité du commerce et du développement, session spéciale, Ambassadeur Ransford Smith ( Jamaica).

**SERVICES : nouvelle prolongation du délai d'établissement d'un Mécanisme de Sauvegarde d'Urgence**

Le 15 mars dernier, les membres de l'OMC sont parvenus à un consensus pour la prolongation des négociations sur le délai d'établissement d'un Mécanisme de Sauvegarde d'Urgence (MSU) jusqu'au 15 mars 2004. Les discussions ont commencé le 13 mars au Conseil du Commerce des Services et avaient marqué le démarrage d'une série de rencontres formelles et informelles dans le cadre du programme de travail sur l'Accord Général sur le Commerce des Services. Des discussions ont également eu lieu dans les organes subsidiaires du GATT et ont porté sur les modalités d'organisation des futures négociations au sein du Groupe de Travail sur la Réglementation Interne (GTRI), du Groupe de Travail sur les Règles du GATT (GTRG) et du Comité des Engagements Spécifiques (CES).

Le renvoi de l'échéance pour établissement d'un MSU est une proposition du président sortant du GTRG l'Uruguayen Hugo Cayrus qui, dans des notes séparées, a aussi proposé d'adjoindre à la décision deux éléments spécifiques : 1) profiter de la prochaine conférence ministérielle qui aura lieu en 2003 pour faire un travail d'inventaire et 2 ) doter le GTRG d'un programme de travail pour les années à venir. Les propositions du président ont été soutenues par l'UE, le Mexique, le Brésil, le Canada, la Nouvelle Zélande, l'Argentine, la Turquie, la Corée et le Japon.

Les membres de l'ASEAN qui étaient pour une accélération du processus de négociation en vue d'un accord rapide sur l'établissement d'un MSU, ont au départ proposé une prolongation d'un an. Ils ont finalement rejoint le consensus autour de la proposition du président mais ont posé comme condition que le deuxième élément de la proposition additionnelle du président soit modifié. Selon une source de l'ASEAN, « les membres sont finalement parvenus à un consensus global sur cette question et les notes du président seront modifiées. Ce dernier va mener des consultations en vue de l'établissement d'un programme pour le Groupe de Travail ». Ces consultations auraient d'ailleurs commencé et une source indique que le président travail à produire un document qu'il soumettra aux membres à la prochaine session des services prévue au mois de mai.

Cette nouvelle prolongation du délai d'établissement du MSU montre toute la difficulté à laquelle les membres de l'OMC font face dans les négociations sur les services. Dans l'article X des Accords du GATT, les délais de mise en œuvre d'un MSU étaient prévus pour ne pas dépasser 3 ans à partir de l'entrée en vigueur



des Accords sur l'OMC. Plusieurs années après, les débats sur le MSU sont toujours dans l'impasse malgré les négociations engagées en janvier 2000 au titre de l'article XIX de l'accord général sur le commerce des services (AGCS), les lignes directrices et les procédures adoptées par le Conseil du Commerce des Services du 28 mars 2001 et plus récemment les appels des ministres à Doha pour des négociations rapides en vue de l'établissement d'un MSU.

Une fois qu'elles seront adoptées, les règles sur les sauvegardes définiront les procédures et disciplines que les Membres doivent suivre pour adopter des mesures temporaires de limitation de l'accès aux marchés lorsque ceux-ci sont perturbés.

### Les organes subsidiaires

Suite à la décision du CNC du 3 février dernier de tenir les négociations sur les services dans les sessions spéciales du Comité du Commerce des services (CCS), les membres ont centré leurs discussions sur un examen des futurs rôles des organes subsidiaires et leur statut vis à vis du CCS. Ils ont ainsi noté, pour les déplorer, les chevauchements entre les activités des organes subsidiaires et du CCS. Selon certains membres, la meilleure façon de régler ce problème, est de s'en tenir aux dispositions des procédures de négociations sur les services selon lesquelles les organes subsidiaires existants doivent être utilisés au maximum.

### Réglementation Interne

Les discussions du 12 mars du groupe de travail sur la réglementation interne (GTRI) ont porté sur les modalités d'organisation de leurs futurs travaux. Selon des sources, les membres voulaient tout mettre en œuvre pour parvenir à des décisions concrètes et corriger ainsi le manque d'avancement observé dans les travaux des organes subsidiaires. Les débats sont cependant restés plus sur la forme que sur le fond et seulement quatre propositions informelles ont été présentées dont celles des USA et du Japon. Les membres étaient invités à identifier et à présenter les cas concrets de réglementations internes qu'ils considèrent comme des restrictions commerciales. Les USA et le Japon se sont cependant opposés à cette perspective.

L'on se rappelle que lors des réunions précédentes du GTRI, celle du 29 novembre 2001 notamment, les débats avaient porté sur le champ d'application des disciplines qui doivent être établies au titre de l'article VI.4 de l'AGCS sur les réglementations internes. Celles-ci portent sur les conditions auxquelles les fournisseurs de services étrangers doivent satisfaire pour exercer leurs activités sur un marché.

Elles concernent surtout les conditions et les procédures de qualification, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences. Le problème était alors de savoir si les disciplines sur la réglementation interne devaient s'appliquer généralement ou uniquement aux engagements spécifiques des membres. N'ayant pas pu trouver un accord sur les règles multilatérales concernant les réglementations internes, les membres avaient décidé de se retrouver à la réunion du 12 mars 2002 pour régler définitivement cette question.

Diverses autres questions ont été abordées durant ces sessions consacrées aux services. C'est ainsi que les membres du CCS se sont retrouvés le 18 mars pour revoir les éléments annexes de l'AGCS sur les services de transport aérien. L'Australie, la Nouvelle

Zélande, Singapour et le Chili d'une part et les USA de l'autre se sont opposés sur la nécessité et l'étendue d'une libéralisation du secteur des transports aériens. Le premier groupe est favorable à plus de libéralisation dans le secteur des services touchant aux transports aériens contrairement aux USA.

Actuellement, la plupart des aspects du secteur des transports aériens (droits de trafic et services directement liés aux droits de trafic) sont exclus du champ d'application de l'AGCS. Cependant, l'AGCS prévoit un examen de la situation par les Membres. L'examen, qui a commencé au début de 2000, doit permettre de déterminer s'il faut inclure des services de transport aérien additionnels dans le champ d'application de l'AGCS. Il pourrait déboucher sur une négociation à part entière qui entraînerait une modification de l'AGCS même avec l'inclusion de nouveaux services dans le champ d'application de l'Accord et l'inscription dans les listes nationales d'engagements spécifiques portant sur ces nouveaux services.

Sur la même question d'ailleurs, les Membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont eux aussi prononcés sur la question lors de la réunion des experts des services tenue les 4 et 05 mars. Ils voulaient ainsi apporter une contribution intellectuelle aux négociations en cours du GATS à l'OMC et jeter des passerelles entre les négociateurs du commerce, les responsables de la réglementation intérieure, les parlements nationaux et la société civile. S'il y a eu un consensus entre les participants sur le fait qu'il fallait porter beaucoup d'attention à la dimension du développement dans la conception des disciplines en matière de réglementation intérieure, il y a eu une diversité de points de vue sur d'autres sujets tels que la nécessité de transparence et le choix d'une approche généralement horizontale. Cette réunion des experts a été la troisième de ce type à être tenue dans le cadre du travail en cours à l'OCDE sur le commerce des services.

Les discussions ont essentiellement porté sur un certain nombre de questions horizontales d'établissement de règles, de renforcement des disciplines sur la transparence des efforts de normalisation internationale, de la comptabilité, de l'énergie et des services de santé.

Tout en appréciant les analyses exhaustives menées par les présentateurs, certains Membres de l'OMC ont fait état du fait que le monde universitaire avait besoin d'un « test de contrôle de la réalité » car les pourparlers sur les services à l'OMC étaient bien en deçà du stade d'analyse présenté dans les communications.

### Cycle Doha: absence de consensus sur le statut des organisations intergouvernementales

GENEVE, 24 avril (AFP) - Une première réunion plénière du Comité de négociation commerciales (CNC) du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est tenue le 24 Avril à Genève, butant sur la participation à titre d'observateurs des organisations intergouvernementales. Décidées en novembre à la conférence ministérielle de Doha pour trois ans, jusqu'en janvier 2005-, ces négociations ont récemment commencé dans sept groupes de travail: libéralisation des services, libéralisation de

(suite à la page 10)

*Cycle Doha... (suite de la page 9)*

l'agriculture, baisse des tarifs industriels, réforme des règles commerciales (subventions, mesures anti-dumping, etc), commerce et environnement, indications géographiques pour les vins et spiritueux, réforme du système de règlement des différends.

Ces comités ont pour l'heure essentiellement organisé leurs modalités de travail. «Nous ne devons pas perdre de vue que nous travaillons dans des délais très courts», a rappelé le directeur général Mike Moore aux délégués des 144 Etats membres.

M. Moore a mené de multiples consultations avec les membres, pour tenter, en vain, de parvenir à un consensus.

Parmi les organisations qui demandent à être observatrices, figurent des institutions du développement comme la CNUCED (conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, qui pourraient apporter leur coopération technique et leur expertise.

«Leur présence est une question d'efficacité, de transparence et de cohérence», a plaidé M. Moore à l'intention des pays craignant leur immixtion dans les travaux.

Par ailleurs, M. Moore a précisé être en «contact constant» avec son successeur Supachai Panitchpakdi qu'il compte inviter à la prochaine réunion du CNC, les 18 et 19 juillet. M. Supachai remplacera Mike Moore le 1er septembre à la tête de l'OMC et à la présidence du CNC.

---

*Conférence de Monterrey... (suite de la page 3)*

Dans le sillage de Monterrey, le Groupe africain a engagé, à l'initiative d'E2nda, un débat avec le Président Wade du Sénégal sur le NEPAD. Les organisations africaines ont critiqué le manque de participation dans l'élaboration de l'initiative africaine, et souligné les risques pour le continent que comportent son orientation libérale. Le Président Wade a justifié cette initiative par la nécessité pour l'Afrique de s'intégrer à l'économie Mondiale et de sortir du modèle fondé sur l'APD et la dette.

Monterrey a été cependant «secoué» par les interventions des présidents Cubain et Vénézuélien qui ont fortement critiqué l'ordre économique mondial et les mécanismes qui perpétuent la marginalisation des pays du Sud et l'appauvrissement. Leurs discours ont été fortement appréciés par la majorité des pays du Sud et par les ONG présentes.

Plusieurs observateurs ont vu dans les conclusions de la Conférence de Monterrey, l'affirmation des principes de bonne gouvernance, de libéralisme économique, et d'accroissement de la sphère du marché, mis en avant par les pays riches pour réguler l'économie mondiale. Une sorte de Consensus de Washington bis qui sera une référence pour établir ou confirmer des conditionnalités pour l'accès aux ressources financières internationales. En contrepartie, les pays riches ont choisi de ne rien céder sur le plan multilatéral (ou peu de chose) sur les questions de la dette et de l'accès aux marchés, laissant la porte ouverte à une approche bilatérale qui permettra plus facilement de faire respecter les principes libéraux.

**Renforcement des capacités de négociation  
des pays en développement : La Banque Islamique  
de Développement déroule son programme**

Dans le cadre d'une série de séminaires qu'elle organise pour renforcer les capacités de négociation des pays en développement, la Banque Islamique de Développement, (BID) a organisé à Dakar du 11 au 13 Mars 2002, un séminaire sur le «Mécanisme de Règlements de différends au sein de l'OMC, les Accords Anti-Dumping et les Mesures de Sauvegarde» à l'intention des pays francophones de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Il entre dans le cadre du programme d'assistance technique mis en place par la BID en vue de renforcer les capacités humaines et institutionnelles requises pour faire face aux questions liées à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Il avait donc pour objectif, d'aider les pays membres de l'OCI, à renforcer leurs capacités humaines institutionnelles et à suivre de près, les questions liées au nouveau système commercial international grâce à une meilleure compréhension des règles fondamentales figurant dans les principaux accords de l'OMC et des principaux aspects techniques connexes.

Il visait également à permettre aux pays de mieux tirer profit de ces accords afin de préserver leurs intérêts et de se prémunir contre les éventuels effets négatifs des dits accords sur leurs économies respectives.

L'«impact des Mesures Anti-dumping sur les intérêts commerciaux des pays en développement» avec quelques exemples concrets, «les Procédures et Pratiques au sein du mécanisme de règlements de différends à l'OMC», «Mise en œuvre de l'accord sur les Sauvegardes, défis et leçons tirées de l'expérience» etc. sont autant de thèmes qui ont été discutés lors de cette rencontre qui a vu la participation de quelques pays de l'Afrique francophone.

Il appartenait à Yves Renouf, conseiller juridique à l'OMC d'introduire le thème sur le mécanisme de règlements des différends à l'OMC.

Ouvrant le débat, Dr. Arthur E. Appleton du cabinet Lalive & Partners ont montré que le mécanisme de règlements des différends de l'OMC a été conçu en vue de résoudre les nombreux problèmes dans le système du GATT notamment les accords anti-dumping.

Me David Luff, de Dall & Veldekens a proposé un examen critique des principales dispositions contenues dans l'Accord anti-dumping et des arguments en faveur de sa réforme à la lumière de l'expérience acquise lors de sa mise en œuvre. Quant au Dr Mathias Niyonzima, avocat, a quant à lui débattu de l'impact des mesures anti-dumping sur les intérêts commerciaux des pays en développement à travers des exemples concrets observés récemment. Il a en plus fait état des mesures anti-dumping prises par les pays en développement contre le Japon.

La mise en œuvre de l'Accord sur les sauvegardes et les mesures de sauvegardes ont été exposées par Moncef Baati, directeur général au ministère des affaires étrangères de la Tunisie.

D'autres rencontres du genre sont prévues dans le cadre du programme pour mieux armer les pays Membres de l'OMC dans les négociations commerciales.

## Agriculture : les Membres de l'OMC divisé à propos de la «catégorie de développement» et du Traitement spécial & différencié

Les Membres de l'OMC se sont réunis du 4 au 6 février pour la dernière Session spéciale prévue au cours de la Phase II des négociations agricoles en cours, pour débattre essentiellement de questions liées au développement, notamment l'établissement d'une Boîte du développement, le traitement spécial et différencié (S&D) pour les pays en développement, les producteurs d'un produit de base unique, et les petits Etats en développement insulaires. L'aide alimentaire et les dispositions relatives à la Boîte verte en faveur des pays en développement ont également fait l'objet de débats sous la rubrique « Questions supplémentaires ».

Le débat a également porté sur la question de savoir si oui ou non il fallait établir des ensembles différents de règles pour les pays développés et les pays en développement, qui exempteraient partiellement ces derniers des engagements souscrits au titre de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.

La discussion a en outre porté sur les voies et moyens de s'attaquer aux difficultés rencontrées par les pays en développement dans les négociations agricoles en cours qui se poursuivront maintenant dans le cadre du mandat convenu lors de la Conférence ministérielle de Doha, en novembre dernier. Trois questions fondamentales figuraient dans les délibérations : (a) Laisser aux pays en développement une flexibilité significative pour protéger et appuyer leur production intérieure (spécialement en ce qui concerne les produits vivriers de base et les cultures assurant la sécurité alimentaire) est-il le meilleur moyen de s'attaquer à leurs faiblesses, ou bien une libéralisation accrue, associée à une certaine flexibilité est-elle plus efficace ? (b) Les pays en développement devraient-ils être les seuls autorisés à prendre en compte les questions autres que d'ordre commercial tels que la sécurité alimentaire et le développement rural ? et (c) Des dispositions spéciales et différenciées supplémentaires devraient-elles s'appliquer généralement à tous les pays en développement, ou des groupes spécifiques de pays en développement auraient-ils besoin d'une flexibilité supplémentaire ?

Dans ce contexte, il a été soulevé la question de savoir s'il fallait réviser la « Clause d'habilitation » [une Décision du GATT de 1979, permettant aux Membres d'accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement, dérogeant ainsi au traitement de la nation la plus favorisée], car elle nécessitait la mise à disposition plus générale d'un traitement préférentiel à tous les pays en développement.

### Catégorie de développement

Le Groupe de pays partageant les mêmes idées «like mind group» qui a fait pression pour la mise en place d'une catégorie de développement a déposé une note informelle proposant que ses dispositions, qui ne pourraient s'appliquer qu'aux pays en développement prévoient des flexibilités accrues plutôt que des politiques prescrites spécifiques. Selon le texte du Groupe, la Boîte devrait cibler les agriculteurs à faible revenu et pauvres en ressources, garantir la fourniture de « cultures assurant la sécurité alimentaire », et permettre aux pays en développement, entre autres, de soustraire ces cultures à leurs engagements et de maintenir ou de renégocier des droits de douane élevés sur ces produits. En outre,

estime le Groupe, les pays en développement devraient bénéficier d'un mécanisme de sauvegarde simplifié afin de protéger les cultures assurant la sécurité alimentaire, avec des dispositions en matière d'appui interne élargi s'appliquant aux producteurs à faible revenu et pauvres en ressources. Les pays en développement du Groupe de Cairns se sont opposés à cette proposition, en faisant valoir qu'elle entraverait le commerce « sud-sud » entre pays en développement, qui devrait plutôt être encouragé par des négociations. Le Groupe a également estimé que certaines des idées étaient contraires à l'orientation fixée par la Déclaration ministérielle de Doha.

Dans une autre note informelle, la Suisse essentiellement s'est dite en accord avec la plupart des flexibilités en faveur des pays en développement, proposées par le Groupe de pays partageant les mêmes idées», mais a averti que seules des mesures temporaires et bien ciblées pourraient éviter la mise en place d'un « système à deux niveaux » exemptant en permanence les pays en développement des règles de l'OMC.

D'autres pays développés, tels que la CE, les Etats-Unis, le Japon et ceux du Groupe de Cairns se sont également opposés à l'idée d'ensembles différents de règles pour les pays développés et les pays en développement. Ils ont mis en garde contre l'adoption de politiques qui accroîtraient les effets de distorsion sur les échanges, la CE spécifiant que « il [ne] serait [pas] dans l'intérêt des pays en développement d'accepter l'idée qu'ils devraient effectivement rehausser leurs droits de douane » car « le plus grand potentiel pour l'accroissement du commerce des produits agricoles se trouve dans l'augmentation de la demande dans les pays en développement. » Au lieu de rehausser les droits de douanes, ont fait valoir certains, les pays en développement devraient plutôt prendre des mesures compensatoires contre les exportations subventionnées bon marché des pays développés. Le Japon et la Norvège, avec certaines économies en transition, ont spécifié que des questions telles que la sécurité alimentaire et le développement rural s'appliqueraient également à eux, une idée qui a été rejetée par de nombreux pays en développement.

Certains Membres ont en outre mentionné la relation entre la catégorie de développement et le Traitement spécial et différencié, et la Nouvelle Zélande a qualifié la Boîte de sous-ensemble du Traitement spécial et différencié, alors que la Norvège la considérait comme une « extension opérationnelle » du S & D.

### Traitement spécial et différencié (S & D)

S'appuyant sur le débat au sujet de la catégorie de développement, la discussion sur le S & D a été ravivée par les présentations du Groupe africain, conjointement avec certains Membres du Groupe de pays partageant les mêmes idées», ainsi que des Membres du Groupe de Cairns tels que la Colombie et la Bolivie. Les discussions ont porté sur la question de savoir si la solution était de s'orienter davantage vers la protection/appui, ou vers le marché. En outre, la Colombie a appuyé, dans sa note informelle, plusieurs points du document à la Boîte de développement,

(suite à la page 20)

## **Environnement : le Comité du Commerce et de l'Environnement aborde le mandat de Doha sur le commerce et l'environnement**

Les membres du Comité du Commerce et de l'Environnement se sont réunis le 21 mars en session régulière et le 22 en session spéciale pour aborder l'important dossier du commerce et de l'environnement. Lors de ces deux réunions qui marquent le démarrage effectifs des négociations sur les questions environnementales conformément au mandat de la dernière conférence ministérielle, les délégués ont soumis divers documents contenant leurs positions sur les questions soulevées à Doha.

En particulier, l'UE a proposé un texte intéressant, mais très controversé, traduisant sa perception du rapport entre les règles de l'OMC et les Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) tels qu'ils ont été établis par les ministres dans le paragraphe 31(i) de la déclaration de Doha. Dans le but de renforcer le soutien mutuel du commerce et de l'environnement, les ministres ont en effet donné mandat à l'OMC d'entamer des négociations, sans préjuger de leur résultats, sur «les relations entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux. La portée des négociations sera limitée à l'applicabilité de ces règles de l'OMC existantes entre les parties à l'AEM en question. Les négociations seront sans préjudice de droit dans le cadre de l'OMC de tout membre qui n'est pas partie à l'AEM en question. »

### **Session régulière**

La réunion du 21 mars a porté, pour une large part, sur la question de l'accès aux marchés. Dans une intervention forte et remarquée, soutenue par beaucoup de pays en voie de développement, l'Inde a réaffirmé la nécessité de garantir l'accès aux marchés en abaissant, voire en supprimant les entraves tarifaires et non tarifaires visant les biens et services environnementaux. Elle a indiqué en outre qu'elle soumettrait une proposition dans ce sens afin de convaincre ses partenaires sur la nécessité d'assurer un accès aux marchés, à la lumière des effets négatifs que les mesures environnementales ont sur ses propres exportations.

Par cette position, l'Inde cherche à montrer la dépendance de certains pays en développement aux exportations des ressources naturelles pour l'obtention de recettes en devises. Ils ont donc besoin de la libéralisation du commerce – notamment de l'abaissement des obstacles tarifaires en général, et de la réduction de l'écart entre les droits de douane appliqués aux produits non transformés et les droits appliqués aux produits transformés (c'est-à-dire de la progressivité des droits qui décourage la transformation dans les pays en développement exportateurs) en particulier, et de la suppression des obstacles non tarifaires.

### **Subventions sur les pêcheries**

Comme l'on pouvait s'y attendre, les discussions étaient très animées lorsque les membres ont abordé la question des subventions sur les pêcheries. Le débat a porté sur les avantages de l'élimination, dans le secteur de la pêche, des subventions qui faussent les échanges et sont dommageables pour l'environnement. La Nouvelle-Zélande a fait une proposition qui traitait des stratégies destinées à atteindre cet objectif, stratégies auxquelles plusieurs membres se sont dits favorables. Ces membres qui se font appeler

« les amis des poissons » sont composés outre de la Nouvelle-Zélande, des USA, de l'Islande, du Pérou et des Philippines. Ils se sont opposés au Japon et à la Corée qui considéraient la question de la pêche dans une perspective plus large.

L'argument qui sous-tend le document de la Nouvelle-Zélande est que le secteur mondial de la pêche continuerait de faire face à une crise importante en raison de la sur-pêche. La cause immédiate de ce problème est la pêche excessive par rapport à ce que les ressources peuvent supporter. Les facteurs sous-jacents sont une combinaison de surcapacité et de transferts gouvernementaux qui encouragent les investissements et les activités excessifs, conjugués à l'absence de régimes de gestion efficaces.

L'importance des subventions accordées aux industries de la pêche est encore très grande et explique pourquoi les pressions sur les stocks de poissons sont devenues si fortes. Pour la Nouvelle-Zélande le fait que les poissons soient désormais considérés comme une marchandise faisant l'objet d'échanges commerciaux particulièrement intenses signifie que la nature et l'ampleur des subventions dans ce secteur engendre un certain nombre de problèmes graves pour le système commercial multilatéral, étant donné les importants effets de distorsion des échanges imputables aux subventions sur la pêche.

Le Japon souscrivait entièrement au principe de l'utilisation durable des produits de la pêche, mais a insisté sur la nécessité d'examiner, au-delà des subventions, les autres facteurs négatifs responsables de la surexploitation des ressources halieutiques, tels la pêche illicite. Comme il s'agissait d'un travail très technique nécessitant des connaissances en gestion de la pêche, le Japon a estimé que l'OMC n'était pas le meilleur lieu pour traiter de cette question.

Comme le Japon, la Corée pensait que les subventions étaient l'une des nombreuses causes de la surcapacité de pêche et qu'il fallait par conséquent adopter une approche plus globale pour tenir compte de tous ces facteurs. Les Membres devaient distinguer les subventions positives des subventions négatives, préjudiciables à l'utilisation durable des ressources halieutiques. Il pourrait être recouru aux subventions positives pour restructurer le secteur de la pêche et renforcer la capacité de formation et la capacité technique.

Les USA et l'Islande ont suggéré au secrétariat de dresser la liste de tous les documents en rapport avec la question des pêcheries, qui pourraient être utilisés dans les prochains travaux des organes de négociations dans ce secteur. L'UE était cependant très peu disposée à pousser le CCE à exécuter à titre officiel une telle tâche, pensant que puisque la plupart des sujets en discussion dans le CCE le sont également dans d'autres organes, celui-ci devrait se concentrer sur la façon de contribuer le plus efficacement possible à ces négociations dans le but de mieux mettre en exergue les perspectives de développement durable. L'UE était aussi attachée au principe de la viabilité du secteur de la pêche et à une approche globale permettant de traiter les dimensions économiques et sociales du problème. Cette approche pourrait servir d'exemple pour montrer comment les objectifs en matière de protection de



l'environnement et de durabilité pouvaient être utilisés pour influencer sur certains domaines d'action des pouvoirs publics afin d'aboutir à des résultats positifs. Elle était donc ouverte aux discussions, à condition que des conclusions ne soient pas tirées a priori.

Au moment même où se tenait cette réunion du comité commerce et environnement de l'OMC, l'UE et le Sénégal venait de terminer les négociations sur les accords de pêche, négociations soldées par un échec. Les principaux points de divergence ont notamment porté sur les questions de la compensation financière dont les Sénégalais voulaient voir le montant augmenté. Les Européens ont refusé cette possibilité, arguant la restriction par les Sénégalais des zones de pêche autorisées, ce qui engendre une diminution des quantités de poissons à capturer. Selon le porte-parole du commissaire européen à l'Agriculture et à la Pêche, Franz Fischler, les discussions ont cependant permis de faire beaucoup de progrès techniques, notamment sur la question du repos biologique exigé par la partie sénégalaise pour préserver ses ressources halieutiques. La partie européenne a par ailleurs demandé au Sénégal des garanties pour que la compensation financière soit utilisée pour moderniser le secteur de la pêche.

Le précédent accord de pêche liant le Sénégal et les 15 membres de l'UE d'une durée de quatre ans (1997/2001) avait expiré en avril 2001. Les deux parties étaient convenues de le renouveler de trois mois en trois mois. Mais elles n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente, ce qui a conduit à la suspension le 31 décembre 2001 du septième round qui était engagé à Dakar. Si les deux partenaires sont tombés d'accord sur les modalités de mise en œuvre du partenariat, les méthodes de comptabilisation des possibilités de pêche, les captures accessoires, les circonstances exceptionnelles et sur l'embarquement et le débarquement des marins, ils se sont cependant opposés sur la question des zones de pêche et sur le repos biologique.

Le Sénégal était jusqu'au 31 décembre 2001 le plus important partenaire de l'UE dans le secteur de la pêche. Il exporte annuellement 124 500 tonnes de poissons pour un montant de 185 milliards de FCFA (245.033.118 dollars).

Le CCE a en outre examiné la question de l'assistance technique et du renforcement des capacités dans le domaine du commerce et de l'environnement conformément au paragraphe 33 de la déclaration ministérielle de Doha. Il a encouragé le partage et l'échange des connaissances spécialisées et des expériences avec les membres qui souhaitent effectuer des examens environnementaux au niveau national.

Certains membres ont aussi appelé le CCE à collaborer plus étroitement avec le Comité du Commerce et du Développement (CCD) conformément à la recommandation contenue dans le paragraphe 51 de la déclaration ministérielle de Doha. Selon ce paragraphe, « le Comité du commerce et du développement et le Comité du commerce et de l'environnement serviront chacun, dans le cadre de leurs mandats respectifs, d'enceinte pour identifier les aspects des négociations relatifs au développement et à l'environnement, et pour débattre de ces aspects, afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée. »

Dans un document qu'elle a distribué au cours de la réunion, l'UE a développé ses arguments en faveur d'une telle collaboration en se

fondant sur le paragraphe cité ci-haut. Pour elle, chacun de ces deux comités « travail à l'accomplissement de sa mission spécifique mais tous les deux concourent conjointement à la réalisation du même objectif de développement durable. »

Le comité s'est également penché sur la possibilité d'accorder aux organismes intergouvernementaux le statut d'observateur lors des sessions spéciales du CCE, à la lumière des dispositions du paragraphe 31(i) portant sur les relations entre les règles existantes et les obligations commerciales spécifiques dans les AEM, et 31(ii) sur l'échange de renseignements régulier entre les secrétariats des AEM et les comités de l'OMC pertinents, ainsi que les critères pour l'octroi du statut d'observateur. L'examen de cette question a cependant été suspendu, le comité ayant décidé d'en confier le traitement au Conseil Général.

### La Session du CCD sur le traitement spécial et différencié bute sur la procédure

Lors d'une Session spéciale du Comité du commerce et du développement (CCD) de l'OMC sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, le 5 mars, les pays en développement et les pays développés Membres ont eu des échanges animés sur la question de savoir si oui ou non, la Session spéciale du Comité était un Forum de négociation. Bien que la Session spéciale du CCD ne dispose que d'un bref délai avant de devoir rendre compte au Conseil général en juillet, les délégués n'ont pas débattu point par point du traitement spécial et différencié, mais ont consacré la majeure partie de la réunion à examiner les aspects juridiques du mandat de la Session spéciale et quand et comment la Session devrait s'atteler à ce mandat.

Selon la section 12(i) de la Décision de Doha sur la mise en œuvre, le CCD doit faire les trois choses suivantes, puis en rendre compte au Conseil général, avec des recommandations claires en vue d'une décision d'ici juillet 2002. Il s'agit :

- (a) d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui étaient déjà de nature obligatoire et celles qui étaient de nature non-contraignante ;
- (b) de considérer les implications juridiques et pratiques pour les pays développés et les pays en développement Membres de la conversion des mesures relatives au traitement spécial et différencié en dispositions obligatoires ; et
- (c) d'identifier celles dont les Membres estiment qu'elles devraient être rendues obligatoires.

Selon une source « déçue » d'un pays en développement, la réunion s'est éternisée sur les questions organisationnelles et sur la manière dont les Membres devraient rendre compte au Conseil général et au Comité des négociations commerciales. Les délégués ont particulièrement été en désaccord sur la question de savoir si la session spéciale du CCD était ou non un forum de négociation.

Le Pakistan et les Philippines, avec l'appui d'un certain nombre de pays en développement, ont déclaré que la session spéciale

(suite à la page 14)

*La Session du CCD sur le traitement spécial ... (suite de la page 13)*

devait se faire sous forme de négociation. A ce titre, ils ont lié ceci à la question de savoir si des observateurs devaient être autorisés à y assister. Un certain nombre d'organisations ayant un statut d'observateurs sont autorisées à assister, sur une base ponctuelle, aux sessions ordinaires du CCD, mais ne pourraient probablement pas assister aux Sessions spéciales si celles-ci devaient fonctionner comme des fora de négociation.

Toutefois, le Quad (Canada, CE, Japon et Etats unis) a fait valoir que les sessions spéciales ne fonctionnaient pas sur ce mode. Faisant référence à une session spéciale sur la facilitation des échanges récemment constituée, une source du Quad a déclaré qu'il existait déjà une session spéciale qui n'était pas un forum de négociation et que la session spéciale du CCD n'allait donc pas nécessairement entreprendre des négociations. Selon des sources des milieux du commerce, la CE avait bloqué davantage le processus en déclarant que les pays européens devaient retourner dans leurs capitales pour avancer sur ces questions.

Les Membres ont décidé d'éluder la question des sessions spéciales sur le traitement spécial et différencié en tant que fora de négociation, ils reviendront sur cette question au cours d'une réunion ultérieure. Le président des sessions spéciales du CCD l'ambassadeur Ransford Smith de la Jamaïque, a déclaré à la réunion qu'il mènerait des consultations informelles pour faire avancer le processus et a proposé la tenue de cinq réunions pour se concentrer en particulier sur les trois points du mandat contenu dans la Décision de Doha. L'ambassadeur Smith a avancé les dates du 9 avril, du 16 mai, du 14 juin, du 2 juillet et du 17 juillet, comme dates de réunion possibles.

Des sources indiquent que les Membres pourraient profiter de la première réunion pour soumettre des propositions sur les dispositions relatives au traitement spécial et différencié jugées obligatoires. Les deux suivantes pourraient être utilisées pour prendre en compte la question de l'efficacité (c'est-à-dire examiner en détail les mesures qui pourraient aider les PMA et d'autres pays à tirer profit des dispositions S & D existantes) et les deux dernières pourraient se concentrer sur la manière dont la session spéciale du CCD pourrait rendre compte au Conseil général.

En outre, de nombreuses délégations des pays en développement Membres ont été déçues de ce que la discussion n'ait pas procédé à une évaluation du traitement spécial et différencié disposition par disposition, comme elles l'avaient espéré. Selon une source du Quad, elles avaient espéré voir des propositions soumises sur le traitement spécial et différencié, mais il n'y en avait eu aucune.

Comme énoncé dans le paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle (WT/MIN(01) DEC/1), les ministres avaient convenu que toutes les dispositions en matière de traitement spécial et différencié seraient réexaminées, afin de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles. Comme point de départ des discussions, les Membres se servent de l'information fournie dans le Document WT/COMTD/W/77/Rev.1 (non encore disponible en ligne). Ce document contient, entre autres, une discussion sur le fonctionnement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, une liste indicative de questions, ainsi que les éléments de base de la distinction entre les dispositions qui ont été rendues obligatoires et celles qui ne l'ont pas été.

**Libéralisation accrue des services des services  
«Une menace pour les humains, l'environnement  
et la démocratie»**

Les demandes de l'Union Européenne pour une libéralisation accrue dans les services sont une menace pour les humains, l'environnement et la démocratie.

Des copies de documents de la Commission Européenne révèlent que l'Union Européenne exige des états membres de l'Organisation Mondiale du Commerce toute une série de mesures de libéralisation des services qui pourraient menacer les humains, l'environnement et la démocratie.

Des documents secrets, obtenus, grâce à des fuites par les ONG travaillant sur le Commerce, montrent clairement que la Commission Européenne demande des autres pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce qu'ils libéralisent leurs services, y compris des domaines aussi controversé que l'eau, l'énergie, le tourisme et les transports.

Ces documents envoyés à 27 pays membres de l'OMC insistent sur l'élimination des barrières commerciales et des réglementations qui limitent le commerce dans les services des pays membres de l'OMC.

En ce qui concerne l'eau, la Commission Européenne demande l'ouverture de ce secteur à la concurrence internationale, y compris le captage et la distribution.

Bien que ces négociations soient de nature très controversée, la Commission Européenne a jusqu'à maintenant affirmé que ces documents ne seraient pas accessibles au public.

Dans le prolongement de la dernière Conférence interministérielle de Doha, en novembre 2001, les membres de l'OMC doivent déposer leurs demandes de libéralisation des services avant le 30 juin 2002. La Commission Européenne va elle aussi recevoir des demandes pour libéraliser son marché des services, demandes qui seront négociées en secret et à huis clos.

Pour Alexandra Wandel des Amis de la Terre-Europe «L'étendue des mesures de libération pourrait poser de sérieux problèmes aux humains et à l'environnement. Il est d'autre part, inacceptable que de telles négociations soient menées en secret».

Les documents ont été rendus public le 16 avril 2002 sur le site suivant <http://www.gatswatch.org/requests-offers.html>.

Les documents comprennent 29 des 112 demandes prévues et que la Commission Européenne a l'intention de soumettre au nom de l'Union Européenne aux autres membres de l'Organisation Mondiale du Commerce, d'ici juin 2002.

Il s'agit des pays suivants : Indes, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Nouvelle Zélande, Philippines, Singapour, Chine, Taiwan, Hong-Kong, Japon, Corée, Indonésie, Thaïlande, Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay, Venezuela, Egypte, Israël, Afrique du Sud et Mexique.

Voir les implications des négociations sur les services sur le site suivant: [http://www.foe.co.uk/resource/reports/qatar\\_services.pdf](http://www.foe.co.uk/resource/reports/qatar_services.pdf)

**Amis de la Terre Europe**

## Des préoccupations commerciales apparaissent dans la mise en œuvre du Protocole de Kyoto

Par Aniket Ghai\*

En novembre dernier, à Marrakech, en dépit du retrait des Etats-Unis, les négociateurs des changements climatiques ont convenu de règles opérationnelles détaillées pour le Protocole de Kyoto, dont on attend qu'elles préparent la voie pour que les pays procèdent à la ratification. Les « Accords de Marrakech » n'introduisent pas de mesures commerciales, ni à des fins environnementales, ni pour l'exécution des obligations. Les accords font toutefois franchir aux pays une étape majeure en vue de la mise en œuvre du Protocole, et également de la recherche de voies et moyens de concilier les préoccupations commerciales et environnementales qui en résultent.

Bien que le Protocole cherche à minimiser les incidences négatives sur le commerce international, la mise en œuvre aura sans nul doute des incidences économiques et affectera probablement les schémas du commerce international. Le plafond imposé par le Protocole sur les émissions de gaz à effet de serre des pays développés aura pour effet de rehausser le prix des émissions de carbone dans une partie du monde, tout en le laissant non réglementé dans une autre partie. La différence de prix sera compensée dans une certaine mesure par les trois mécanismes de flexibilité du Protocole, mais avec des transferts correspondants de capitaux. Selon la conception de la politique, des effets négatifs sur la compétitivité pourraient être attendus pour les exportations à forte intensité d'énergie des pays développés, sur les produits exportables et les importables. Les politiques des pays développés en matière de changements climatiques peuvent également avoir des incidences commerciales négatives sur les importations des pays en développement.

Plusieurs communications ont soutenu qu'il y avait des cas où les Membres de l'OMC pourraient contester des mesures nationales introduites par les pays développés pour mettre en œuvre les engagements en matière de changements climatiques. Au nombre de ces mesures figurent les normes obligatoires de rendement énergétique des produits, les « subventions », spécialement au secteur de production d'énergie, les ajustements fiscaux à la frontière sur les importations pour compenser l'impôt sur les émissions carboniques ou sur l'énergie, ou les régimes d'éco-étiquetage. Des incidences commerciales peuvent également survenir en ce qui concerne les trois mécanismes de flexibilité du Protocole - les échanges de droits d'émission, la Mise en œuvre conjointe et le Mécanisme de développement propre.

Une première question qui peut se poser est de savoir si les règles de l'OMC s'appliquent aux droits d'émissions commercialisés au plan international, ou aux crédits comparables générés au titre des autres mécanismes de flexibilité (unités de réduction d'émissions et réductions d'émissions certifiées). On peut se poser la même question sur les services ayant trait au commerce de ces « marchandises ». Si on part du principe que les règles de l'OMC ne s'appliquent pas (car les règles sur l'échange de droits ont été développées dans le cadre de la Convention sur les changements

climatiques), des préoccupations en matière de compétitivité apparaissent néanmoins quand l'on considère la conception des différents régimes.

### Echange de droits d'émission

Une proposition a récemment été développée en vue d'un régime d'échange de droits d'émission à l'échelle européenne (2005-2007), préalablement au régime global d'échange de droits d'émission du Protocole, prévu pour démarrer en 2008.<sup>1</sup> Le débat qui a eu lieu au sein de l'UE sur cette proposition laisse entrevoir des tensions possibles au titre des règles de l'OMC, bien qu'il faille noter que les règles de la concurrence et les règles commerciales en vigueur dans l'UE et l'AELE (Association européenne de libre-échange) sont plus détaillées que celles de l'OMC.

La manière dont les droits d'émission sont initialement attribués au niveau national avant que des échanges ne puissent être initiés peut avoir des incidences sur la compétitivité, en accordant des avantages à un secteur ou une industrie spécifique. Deux alternatives principales existent pour l'attribution de droits d'émission : la mise aux enchères ou le « grandfathering », c'est-à-dire, l'attribution gratuite de droits d'émission à des entreprises, selon les émissions historiques.

L'attribution « gratuite » dans cette dernière approche a été comparée à un paiement global unique à des entreprises, affectant la richesse, mais non le coût marginal (coût de production unitaire) des entreprises et théoriquement, donc, non la compétitivité. Mais opter pour un tel système peut être perçu comme l'octroi d'un avantage à ses propres firmes nationales, par rapport aux pays où des firmes comparables sont tenues d'acheter les droits d'émission, spécialement si l'attribution se fait sur une base annuelle, plutôt qu'en une seule fois, avec des droits d'émission valables une fois pour toutes.

L'octroi de droits d'émission par « grandfathering » crée également des obstacles pour les nouveaux venus, à moins que des dispositions ne soient prises pour l'octroi de droits d'émission supplémentaires, par exemple à partir d'une réserve spéciale. A l'inverse, si les firmes détenant des droits d'émission font faillite ou se relocalisent, la fermeture d'usines pourrait faire que des droits d'émission supplémentaires « fortuits » soient disponibles pour d'autres firmes dans le secteur, ce qui leur accorderait un avantage. Faire preuve de prodigalité, c'est-à-dire octroyer plus de droits d'émission que ce dont un secteur peut avoir besoin peut revenir à accorder une subvention, car ces droits d'émission « supplémentaires » peuvent être vendus sur le marché.

L'alternative de la « mise aux enchères » des droits d'émission pourrait ajouter de nouveaux coûts significatifs à une industrie,

(suite à la page 16)

\* Aniket Ghai, Geneva Environment Network. Les points de vue exprimés dans cet article ne devraient être attribués à aucune organisation.

<sup>1</sup> Voir les communications à <http://europa.eu.int/comm/environment/climat/eccp.htm>.

*Des préoccupations commerciales apparaissent... (suite de la page 15)*

bien que ces coûts pourraient être neutralisés par le recyclage des recettes dans l'industrie par d'autres voies. Toutefois, mettre aux enchères davantage de droits d'émission que ceux dont un secteur a besoin dans le cadre de scénarios 'les affaires sont les affaires' pourrait également être perçu comme l'octroi d'une subvention à ce secteur.

Superposer un système d'échange de droits d'émission quelconque aux politiques et aux mesures de changements climatiques existantes, telles que l'impôt sur les émissions de carbone ou les normes de rendement énergétique, peut imposer une charge trop lourde sur certains secteurs. Bien que les rares pays mettant en œuvre des impôts sur les émissions carboniques et l'énergie fournissent des exonérations fiscales aux industries d'exportation à forte intensité d'énergie, il peut néanmoins y avoir des pressions en vue de l'harmonisation des régimes fiscaux d'un pays à l'autre.

#### **Mise en œuvre conjointe et Mécanisme de développement propre**

La Mise en œuvre conjointe et le Mécanisme de développement propre permettent aux pays d'obtenir des crédits à travers des projets qui atténuent les émissions de gaz à effet de serre, dans les pays de l'Annexe I et en dehors, respectivement. Les Accords de Marrakech établissent que les projets de Mise en œuvre conjointe et de Mécanisme de développement propre qui ont commencé en mai 2000 peuvent bénéficier d'une validation. La période d'octroi de crédit peut démarrer à compter de 2000 dans le cadre du Mécanisme de développement propre, mais seulement à compter de 2008 pour la Mise en œuvre conjointe. Toutefois, il faut établir des modalités et des définitions supplémentaires avant que ces mécanismes ne puissent devenir pleinement opérationnels.

Les projets qui sont mis en œuvre actuellement sont sujets à des risques découlant de l'imprécision des définitions qui doivent encore être spécifiées (par exemple, boisement, reforestation), ce qui affecte donc l'éligibilité ou la quantité de réductions obtenue et également, la question de l'entrée en vigueur éventuelle ou non du Protocole. Dans le même temps, il y a des avantages significatifs pour les premiers venus, notamment sous forme « fruits à portée de main », c'est-à-dire des projets qui entraîneront de fortes réductions d'émissions pour des montants investis relativement faibles. Des systèmes où les gouvernements garantissent d'acheter des crédits, indépendamment des résultats pourraient être considérés comme une forme de subvention, ou de garantie des risques, car les coûts associés ne sont pas supportés par les entités qui entreprennent les projets. Il se pose la question de savoir si ces achats sont liés par l'Accord de l'OMC sur les marchés publics. En outre, l'achat par un gouvernement de crédits à ses entités nationales à un prix supérieur à celui prévalant sur le marché pourrait être perçu comme une forme de subvention.

Les directives révisées de la Commission européenne sur l'aide étatique pour la protection de l'environnement énoncent en détail les critères servant à déterminer si l'aide est compatible ou non avec le Marché commun. Les directives couvrent des mesures telles que les réductions fiscales concernant l'énergie pour certains secteurs, l'aide transitoire à l'investissement pour permettre aux PME de s'adapter aux nouvelles normes, l'investissement dans l'énergie renouvelable, le rendement énergétique et la combinai-

son chaleur/énergie, la gestion des déchets, etc. Le Traité de la CE identifie également des critères pour déterminer les cas où l'aide étatique n'est pas compatible. Ces réglementations ont été étendues pour couvrir tous les Etats de l'AELE. La politique d'élargissement de l'UE requiert également des pays candidats qu'ils adoptent des législations en matière d'aide étatique et de concurrence similaires à celle en vigueur dans l'UE.

Au sein de l'Union européenne où l'examen rigoureux de l'aide étatique s'applique également aux projets de Mise en œuvre commune et de Mécanisme de développement propre recevant une aide étatique, un cas litigieux s'est déjà posé : un fabricant de bus néerlandais qui a entrepris un projet pilote AIJ avec le Pérou, au titre duquel une aide financière a été accordée par le gouvernement néerlandais pour le remplacement de 15 bus locaux par des bus néerlandais à plus haut rendement. Préoccupée de ce que les avantages environnementaux du projet AIJ ne soient pas suffisants pour justifier les avantages acquis en termes de pénétration du marché péruvien par la compagnie néerlandaise, par rapport aux concurrents européens, la Commission européenne a entamé une procédure sur la question. En règle générale, on pourrait s'attendre à ce que les crédits obtenus par les entités du secteur privé qui entreprennent des projets de développement propre mènent à un examen plus attentif par l'OMC des obstacles au commerce, tarifaires, non tarifaires et en matière d'investissement entre pays développés et pays en développement (hôtes), dans les services et les produits environnementaux pertinents.

#### **Une approche coordonnée ?**

En général, les mécanismes de flexibilité atténueront les effets sur la compétitivité car il abaissent le coût de la mise en conformité avec les cibles. Toutefois, les questions de conception spécifiques sont fondamentales pour garantir que le système génère ces avantages. Dans le développement de l'architecture d'un système à l'échelle de l'UE, des efforts ont été faits pour mettre en œuvre les politiques de changement climatique tout en préservant une concurrence juste entre Membres de l'UE.

Il reste à voir si cette approche sera reflétée dans les négociations internationales sur les changements climatiques, au moment où les gouvernements mettent au point le fonctionnement des mécanismes de flexibilité. Si une approche coordonnée n'est pas adoptée, les pays chercheront alors à atteindre leurs cibles sans suivre les 'règles d'or de la compétitivité', par des voies qui seront les moins coûteuses pour leurs industries d'exportation. Un tel scénario serait très susceptible de mener à des actions à l'OMC au motif d'appui inéquitable. Les pays doivent toutefois d'abord ratifier le Protocole, avec ou sans les Etats-Unis. Mais le feront-ils sans garanties que les règles du jeu resteront équitables ?

#### **Protocole de Carthagène (CIPC 3) : SOLAGRAL, AMIS DE LA TERRE et la Confédération paysanne prennent position**

Du 22 au 26 avril 2002 se tiendra à La Haye, aux Pays-Bas, la 3ème réunion du Comité intergouvernemental sur le Protocole de Carthagène (CIPC 3). A cette occasion, SOLAGRAL, Les AMIS de la TERRE, GREENPEACE et la CONFEDERATION PAYSANNE signent un papier de position : Dans un contexte de diffusion rapide des OGM et face à une opinion publique soucieuse de préserver



son libre choix, de nombreux pays se dotent de législations strictes sur les OGM. Ces législations visent à prévenir les risques potentiels associés à l'utilisation ou à la dissémination des OGM.

Pour les pays exportateurs d'OGM, tels les Etats-Unis et le Canada qui cherchent à développer leurs marchés, ces législations ne sont pas les bienvenues. Menaçant de porter plainte à l'OMC, les deux gouvernements, ont récemment invité la Croatie ainsi que la Chine à revoir leur législation sur les OGM. La bataille commerciale que les Etats-Unis se préparent à mener contre l'Europe à propos de son cadre réglementaire sur les biotechnologies, peut être interprétée comme une pression supplémentaire.

Les pays exportateurs tentent ainsi de déstabiliser et de fragiliser les législations nationales existantes ou en cours d'élaboration, dans leurs seuls intérêts économiques et au mépris des valeurs défendues par d'autres pays. Ainsi la présence d'OGM dans l'aide alimentaire des Etats-Unis (Afghanistan, Equateur...) a été dénoncée à plusieurs reprises par les mouvements associatifs (cf. papier de position pour le CIPC 2). Car pour l'instant, les biotechnologies sont loin d'avoir fait leurs preuves. En particulier, les risques sur l'environnement et la santé humaine qu'elles peuvent entraîner et leurs conséquences socio-économiques négatives (dépendance des agriculteurs vis-à-vis des firmes, atteinte portée au droit de l'agriculteur à multiplier et échanger ses semences) sont encore bien trop importants. Il faut réagir pour arrêter la dissémination massive et irréversible des OGM qui est en cours.

### Recommandations

Nous rappelons en premier lieu l'urgence de mettre en œuvre le Protocole qui n'a jusqu'à présent été ratifié que par quatorze pays parmi 108 signataires.

Nous attendons des gouvernements présents à la troisième réunion du CIPC qu'ils réaffirment à nouveau leur engagement pour un Protocole fort, doté de règles contraignantes. En ce sens, nous appelons les gouvernements à être vigilants sur les points suivants: Les procédures de consentement préalable et de notification entre l'exportateur et l'importateur telles que requises par le Protocole sont nécessaires mais ne suffisent pas pour assurer une biovigilance. C'est pourquoi, l'information contenue dans la documentation accompagnant les OGM doit être la plus précise possible, et spécifier en particulier, l'identité de l'OGM (transgène et support du transgène). Elle doit également être directement accessible par toute personne «en contact» avec l'OGM, la semence génétiquement modifiée ou le produit contenant des OGM.

De fait, l'exportateur doit fournir une documentation précise pour répondre au besoin de personnes/entités en quête d'information. Il doit être responsable de la marchandise qu'il expédie. Les mouvements transfrontaliers d'OGM doivent s'effectuer dans la plus grande transparence. Un système d'identification unique doit être mis en place le plus rapidement possible sans distinction entre les OGM destinés à l'alimentation ou à la transformation, ceux destinés à être utilisés en milieu confiné, et ceux destinés à être disséminés dans l'environnement. Seul un système d'identification unique permet d'assurer une traçabilité des OGM, d'opérer une surveillance biologique et un suivi des effets sur l'environnement.

L'absence de méthodes d'échantillonnage et de détection internationalement reconnues, ainsi que l'absence de seuil de con-

tamination, créent un vide juridique dont les firmes profitent pour diffuser les OGM. Dès lors, il est essentiel de disposer au niveau international, dans les délais les plus courts possibles de méthodes fiables, homogènes et précises de détection et d'identification des OGM. Un seuil de contamination accidentelle doit être défini. Le seuil de 5% proposé par l'industrie est inacceptable. Sa définition doit être fondée sur la nature des risques sanitaires et environnementaux que représentent les OGM et non sur les raisons purement économiques avancées par les semenciers et les pays exportateurs.

Nous demandons le seuil le plus contraignant et le plus bas possible, calé sur le 0% technique. Seul un seuil de cette nature permettrait d'éviter les risques de pollution génétique et, in fine, de garantir le maintien d'une production conventionnelle sans OGM. Une vigilance particulière doit être observée pour les OGM non autorisés dans le pays importateur. Afin que des éléments de décisions soient disponibles dès la première réunion des parties au protocole, nous demandons la création par le CIPC3 d'un groupe de travail sur cette question des seuils.

Un régime de responsabilité au niveau international doit être élaboré le plus rapidement possible. Celui-ci doit être fondé sur la responsabilité stricte, qu'il s'agisse d'un dommage volontaire ou involontaire, étant donné le fort degré d'irréversibilité des dommages causés à l'environnement et aux écosystèmes agricoles. En outre, une vision de long terme doit prévaloir : le régime doit prévoir des clauses garantissant le traitement de dommages qui pourraient se révéler longtemps après la dissémination d'OGM dans l'environnement. Enfin, le régime de responsabilité au sein du Protocole doit pouvoir mettre en cause les personnes ou l'entité à l'origine de la dissémination d'OGM dans l'environnement (producteur de l'OGM, exportateur, pays exportateur).

Alors que le Protocole n'est pas encore entré en vigueur, les menaces de sanctions commerciales adressées à la Chine, la Croatie ou à l'Union européenne donnent déjà un avant-goût des conflits qui pourront avoir lieu entre Parties et non-Parties au Protocole. Pour éviter que de tels conflits soient statués in fine à l'OMC, le Protocole doit mettre en place des procédures garantissant la reconnaissance des normes sur la biosécurité. Ces normes devraient être reconnues à l'OMC comme le sont celles du Codex alimentarius. Une coopération entre le Protocole et ces différentes instances doit être institutionnalisée, des procédures de règlement des différends entre Parties et non-Parties doivent être élaborées.

### La convention de Bale et la Problématique des déchets dangereux

Du 6 au 8 février 2002 s'est tenu à l'hôtel Ngor Diarama de Dakar, sous l'égide de l'Institut Africain de Gestion Urbain (IAGU) en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement PNUE, un atelier régional de sensibilisation sur les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination en Afrique francophone. Une occasion pour les participants, de revenir sur la problématique la gestion des déchets dangereux ; considéré par Ibrahima SOW du Secrétariat de la Convention de Bale, comme un enjeu technologique, juridique et économique. « Les déchets dangereux au sens de la convention de bale sont

(suite à la page 18)

*La convention de Bale... (suite de la page 17)*

définis comme étant des substances ou objets que l'on élimine qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national. Ces déchets apparaissent à l'une des catégories figurant à l'Annexe I de la convention de bale (exemple déchets biomédicaux, déchets d'huiles minérales, de PCB, de mercure, de plomb, d'amiante, de cyanures organiques, des solvants halogénés, etc..) à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III (écotoxicité, infectiosité, corrosivité) ».

Il existe d'autres types de déchets comme les déchets ménagers collectés et les résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers. Quant aux déchets radioactifs, ils sont exclus du champ d'application de la convention de bale. Les pratiques dangereuses de production de déchets identifiées, de leur transport et de leur élimination de part le monde peuvent avoir des conséquences inestimables en matière sanitaire et environnementale pour l'humanité entière.

C'est pourquoi une gestion écologiquement rationnelle s'impose. Elle est entendue comme toute mesure pratique permettant d'assurer que les déchets soient gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets. Les principes qui la favorisent sont : la réduction à la source, le cycle de vie intégré, la précaution, la lutte intégrée contre la pollution, la normalisation, la souveraineté, le pollueur payeur, la participation du public, le moindre mouvement transfrontière, la proximité. Le directeur de cabinet du Ministre Sénégalais de la Jeunesse ; de l'Environnement et de l'Hygiène Publique qui a ouvert les travaux de l'atelier de Dakar, après avoir insisté sur l'importance de la CB pour les pays en développement en général et africain en particulier, a suggéré l'établissement du lien entre le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et la convention de Bale en jetant un regard sur ce qui est entrain d'être élaboré au niveau politique à l'échelle continentale (réunion ministériel et sommet des chefs d'Etat).

Au cours des ateliers, des communications des membres du secrétariat de la CB (FENNER, MARTINEZ) ont porté sur la présentation de la convention sur l'amendement, sur la stratégie de sensibilisation. Des travaux de groupe sur cette dernière question ont permis aux participants essentiellement composés de points focaux, de parlementaires, de journalistes, d'universitaires et d'ONG d'enregistrer les premiers résultats du module 1 de l'atelier.

Le module 2 de l'atelier a été consacré à la promotion de la ratification de la convention de Bale et de l'amendement d'interdiction avec un volet spécial consacré à la ratification de la convention de Bamako. La convention de Bale est le traité international le plus important et le plus significatif en vigueur actuellement en matière de déchets dangereux. Il convient de mettre en place une stratégie pour cerner les enjeux relatifs à l'adhésion et à la ratification. Ainsi toute partie contractante s'intègre dans une dynamique globale et évite toute marginalisation par rapport à la gestion des déchets dangereux. Leur préoccupation est exprimée et tenue en compte dans les rencontres officielles. La partie contractante interdit tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux destinés à des opérations d'élimination ne débouchant pas sur une possibilité de récupération, de recyclage, de réutilisation, de réemploi direct ou toute autre utilisation des déchets (annexe IVA) vers

des Etats qui ne sont pas inscrits à l'annexe VII (cf. CB). En plus de l'amendement, il est prévu un protocole de Bale qui spécifie les responsabilités et les indemnisations en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination des déchets dangereux.

Les parties à la convention peuvent avoir accès au financement de projets prévus par la déclaration de Bale sur la gestion écologiquement rationnelle de même qu'elles deviennent éligibles aux programmes d'assistance technique et juridique. Les notions de ratification, d'acceptation et d'approbation auxquelles ont recours les pays pour mettre en œuvre les conventions visent le même résultat c'est à dire l'engagement juridique d'un pays de respecter les obligations prévues. La procédure spécifie les responsables impliqués avant le passage par le vote parlementaire de la loi de ratification qui doit ensuite être soumise à la garde d'un dépositaire (le secrétaire général des nations unies).

Les participants à l'atelier de sensibilisation après avoir passé en revue les instruments prévus par la convention de Bale et ces textes connexes, ont jeté un regard comparatif à la convention de Bamako élaborée sous l'égide de l'OUA pour l'interdiction de tous transferts Nord-Sud de déchets dangereux, le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique.

Adoptée par la conférence des ministres en charge de l'environnement en 1991 seuls treize (13) pays sur les 51 participants ont signé la convention de Bamako et uniquement ratifiée par 10 pays signataires. La convention de Bamako est en vigueur depuis avril 1998 même si elle n'a encore joué un rôle important dans le combat contre les déchets faute de structure fonctionnelle.

Un module a été consacré à l'analyse prospective de la mise en œuvre de la convention de Bale à travers des éléments de mise en œuvre tels que la gestion écologiquement rationnelle, les aspects institutionnels, législatifs et techniques. Pour l'ensemble du continent africain, il existe trois centres régionaux dont celui de Dakar pour les pays ouest et centre-africains, le Caire pour l'Afrique du Nord et Johannesburg pour l'Afrique australe. Ces centres devraient être coordonnés par un Bureau basé à Lagos. En raison des intérêts socio-économiques divergents que connaissent la plupart de nos Etats, des obstacles ont été identifiés dans le cadre de la mise en œuvre (le cas du Maroc). C'est la raison pour laquelle des réflexions ont été approfondies au niveau des groupes de travail qui ont débouché sur un certain nombre de recommandations relatives aux questions soulevées.

- Prise en charge de la convention de Bale par de gros Bailleurs de fonds.
- Elaboration de programme de sensibilisation et d'information à tous les niveaux.
- Renforcement des capacités des différents intervenants.
- Mise en place de réseaux de communicateurs sur les déchets dangereux.
- Renforcement du partenariat entre les structures et les parties contractantes.

Les pays africains qui n'ont ni la technologie ni les moyens de faire face aux conséquences désastreuses que les déchets peuvent provoquer au plan sanitaire et environnemental ont tout à gagner à signer et ratifier la convention de Bale.

Sécurité alimentaire ... (suite de la page 4)

**Tableau 2 : Dépenses dans le cadre des mesures de la catégorie verte, 1995 - 1999**

Pays	1995		1999	
	Mon- tants en millions US\$	Part des mesures de caté- gorie verte par Mem- bres (en %)	Mon- tants en mil- lions US\$	Part des mesures de caté- gorie verte par Mem- bres (en %)
Total des dépenses notifiées	129,440	100.00	126,735	100.00
Total des dépenses notifiées par les pays développés	110,173	85.1	110,958	87.5
Total des dépenses notifiées par les pays en développement	19,271	14.9	15,776	12.5
Total des mesures notifiées par les pays africains (sans l'Afrique du Sud)	315	0.24	495	0.39
<b>Pays africains</b>				
Botswana	11	0.01	00	0.00
Gambie	n.a.		n.a.	
Kenya	53	0.04	66	0.05
Maroc	157	0.12	378	0.30
Namibie	50	0.04	00	0.00
Tunisie	30	0.02	339	0.03
Zimbabwe	14	0.01	12	0.01

- Les services de marketing financés par le gouvernement ainsi que les investissements publics (recherche, infrastructure etc..) sont exclus du calcul de la MGS et peuvent être utilisés dans la catégorie verte s'ils n'affectent pas les prix de marché.

### Les subventions à l'exportation

Si l'écrasante majorité des pays africains ne sont plus autorisés à utiliser les subventions à l'exportation à l'avenir parce qu'ils n'y avaient pas recours au moment des négociations du cycle d'Uruguay, les pays développés sont eux autorisés à maintenir 64% de leurs subventions à l'exportation par rapport à leur niveau de base calculé à partir de la période 1991-1992.

Les pays africains peuvent néanmoins avoir recours à de telles subventions si celles-ci se limitent à une assistance en matière de coûts de commercialisation, de transformation et de transport en tant que pays en développement. Ce traitement spécial et différencié est utile car le coût élevé du transport est un des plus grands obstacles à la promotion des exportations en Afrique.

### Vers une catégorie de développement

Avant la Conférence ministérielle de Seattle, déjà, plusieurs pays en développement avaient proposé l'introduction d'une « catégorie de développement »<sup>7</sup> dans le but de jouir d'une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre de l'Accord sur l'Agriculture (AsA). Si la notion de « catégorie » fait immédiatement penser à des subventions dans le contexte de l'AsA (catégorie verte, catégorie bleue), l'idée d'une catégorie de développement va plus loin et comprend une série de mesures visant à accroître la marge de manœuvre des pays pour mettre en œuvre des politiques de développement.

Une liste de mesures précises qu'une telle catégorie de développement pourrait inclure fait encore défaut mais parmi les propositions avancées par les Membres de l'OMC et certains observateurs, on peut citer les suivantes :

- La possibilité d'exempter des engagements de réduction les cultures nécessaires à la sécurité alimentaire - aliments de base ou cultures essentielles pour assurer un revenu aux petits agriculteurs. Cette approche pourrait être mise en œuvre sur la base d'une liste positive contenant les cultures que les pays en développement sont prêts à soumettre aux disciplines en matière de réduction des soutiens internes tout en excluant celles qui jouent un rôle essentiel pour leur sécurité alimentaire ;
- La possibilité de réajuster leurs tarifs consolidés, voire de les élever, pour des cultures jouant un rôle clé dans la sécurité alimentaire ;
- Une plus grande marge de manœuvre pour les pays en développement dans leur niveau de soutien et en particulier l'accroissement du niveau de minimis à 20% ;
- Instaurer un mécanisme de sauvegarde pour répondre aux flux d'importation ;
- Supprimer le « dumping agricole » et accroître l'accès au marché en réduisant les pics tarifaires et les droits de douane progressifs sur les produits ayant un intérêt particulier pour les pays en développement.

### Conclusion

En dépit des dispositions de l'Accord sur l'agriculture en matière de traitement spécial et différencié, les pays africains pourraient rencontrer des difficultés à assurer leur sécurité alimentaire. On l'a vu, l'utilisation de mesures de sauvegarde automatiques et sim-

(suite à la page 20)

<sup>7</sup> P.ex.. soumission de Cuba, de la République dominicaine, du Honduras, du Pakistan, de Haïti, du Nicaragua, du Kenya, de l'Ouganda, du Zimbabwe, du Sri Lanka et El Salvador intitulée "Special and Differential Treatment in Agriculture – the Development Box," G/AG/NG/W/13, juin 2000; Soumission de l'Inde sur la "Food Security Box," G/AG/NG/W/102, janvier 2001; non-paper de Cuba, de la République dominicaine, d'El Salvador, du Honduras, du Kenya, du Nicaragua, du Nigéria, du Pakistan, du Pérou, du Sri Lanka, du Venezuela et du Zimbabwe, juillet 2001. Non-paper de Cuba, de la République dominicaine, d'El Salvador, du Honduras, du Kenya, du Nigéria, du Pakistan, du Sri Lanka et du Zimbabwe intitulé "Development Box", février 2002. Non-paper du groupe africain, Cuba, République dominicaine, El Salvador, Honduras, Pakistan, Sri Lanka, intitulé "Special and Differential Provisions," février 2002.

*Assistance technique :... (suite de la page 6)*

D'autres critiques dénoncent le côté standardisé de la coopération technique qui ne répond pas aux besoins spécifiques des bénéficiaires, le fait que ces activités ne s'adressent qu'aux représentants des gouvernements sans inclure les universitaires, le secteur privé et la société civile, les compétences insuffisantes d'un Secrétariat essentiellement formé à servir les réunions de l'OMC ainsi que l'absence de suivi des séminaires.

Pour plus d'informations sur la problématique de l'assistance technique, voir Kostecki, Michel. 2001, Technical Assistance Services in Trade Policy, A Contribution to the Discussion on Capacity Building in the WTO. Sustainable Development and Trade Issues, ICTSD Resource Paper No 2. Disponible sur [www.ictsd.org](http://www.ictsd.org) <<http://www.ictsd.org>>.

*Agriculture : les Membres de l'OMC ... (suite de la page 11)*

présenté par Groupe de pays partageant les mêmes idées», tout en ciblant ses mesures proposées sur des cultures de substitution aux cultures narcotiques illicites. La Bolivie a avancé une idée similaire, en recherchant le traitement spécial pour les pays en développement qui encourageraient le « développement alternatif ».

Alors que la plupart des Membres convenaient que le traitement S & D était d'une grande priorité dans « l'Agenda du développement de Doha » et faisait partie intégrante des négociations agricoles, les Etats-Unis ont souligné que la Déclaration ministérielle plaçait le traitement S & D au cœur de l'objectif global de la réalisation d'un système de commerce agricole équitable et axé sur le marché, afin que tous les Membres puissent participer au programme de réforme.

**Autres questions**

Pour le point de l'ordre du jour « Producteurs d'un produit unique », le Groupe africain et Maurice ont proposé, entre autres, d'imposer des disciplines à l'exploitation des entreprises multinationales similaires à celles des entreprises commerciales d'Etat. Concernant le point « Petits Etats insulaires en développement » de l'ordre du jour, un groupe de neuf petits pays en développement insulaires a proposé des flexibilités S & D générales, de même que l'assistance technique aux petits Etats insulaires, pour faire face aux coûts de la mise en conformité avec les mesures sanitaires et phytosanitaires et les normes techniques. En outre, au titre des « Questions supplémentaires », des communications ont été déposées par CARICOM (Aide alimentaire, Catégorie verte), Maurice (catégorie verte) et la Nouvelle Zélande (élargissement des contingents tarifaires).

*Sécurité alimentaire :... (suite de la page 19)*

plus à utiliser en plus des tarifs consolidés fait défaut à certains pays pour se protéger des chocs externes, en particulier des poussées d'importation. Des subventions directes dépassant le niveau de minimis sont nécessaires pour certains produits pour remédier à l'« anomalie » de la taxation implicite. Finalement, bien que la plupart des pays africains ne peut se permettre de fournir des subventions à l'exportation, celles sur les coûts de commercialisation et de transport s'avèrent être des outils importants pour palier aux coûts élevés des transports dans la région. Ces mesures font partie

de l'acquis minimum que les pays africains doivent attendre de ces négociations. De telles politiques nécessitent néanmoins l'identification de produits clés pour la sécurité alimentaire ce qui constituera vraisemblablement un défi important pour les pays de la région, au regard de l'insuffisance des informations fournies dans les listes des pays lors du cycle d'Uruguay.

**Conférence sur le financement du NEPAD : les Chefs d'Etats demandent aux investisseurs de faire confiance en l'Afrique**

Dakar a abrité les 15 et 16 avril une conférence sur le financement privé du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), destinée à nouer le dialogue entre dirigeants africains et opérateurs économiques attendus du monde entier.

Cette Conférence organisée par le Président Abdoulaye Wade qui se voulait aussi « concrète » que possible, a vu la participation d'une quarantaine de dirigeants politiques africains - dont une douzaine de présidents - et de plus d'un millier d'autres personnes, dont 500 représentant le monde des affaires.

Les objectifs majeurs de la rencontre étaient, selon ses organisateurs, de « fournir au secteur privé l'opportunité de dialoguer avec les chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique » et de « favoriser la participation du secteur privé au financement des projets du NEPAD, dans une optique de partenariat stratégique ». Elle ne visait pas, selon M. Wade, à permettre à chaque investisseur « de repartir chez lui avec un projet en poche ». En s'adressant aux participants il a déclaré : « nous espérons que quand vous rentrerez chez vous, vous vous direz qu'il y a effectivement des choses à faire en Afrique ».

« Nous proposons un partenariat, nous ne quémendons pas de l'argent », a encore insisté le président sénégalais, en évoquant « l'échec » du binôme aide-crédit.

Le président Kenyan Daniel Arap Moi s'est déclaré navré que « l'Afrique soit encore perçue comme une destination risquée pour les investissements étrangers » et a rappelé qu'en adhérant au NEPAD, les Africains s'engageaient à pratiquer « la bonne gouvernance » et à offrir aux investisseurs la possibilité de faire de bonnes affaires chez eux.

Umberto Paolucci, un des vice-présidents du groupe américain Microsoft, a relevé que « seulement un demi million d'Africains ont accès à Internet ». Or, a-t-il ajouté, « l'Afrique ne peut pas se permettre » de manquer le train des nouvelles technologies.

Le Français Michel Roussin, responsable du MEDEF International (patronat), a quant à lui estimé qu'un « partenariat bien compris entre public et privé » était un bon « instrument de développement durable », le « tout privé » n'étant pas la meilleure option selon lui, au vu des « réalités socio-économiques ». Il a également jugé que l'investissement étranger était certes un « vecteur » essentiel de « transfert de technologie », mais que le secteur privé local devait lui aussi investir en Afrique.

Des ateliers ont été organisés sur cinq grands thèmes considérés comme autant de « priorités » par le NEPAD : infrastructures, agriculture (diversification, accès aux marchés des pays développés),



nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), énergie, environnement.

Certains «poids lourds» du NEPAD, tels les présidents Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, Abdelaziz Bouteflika d'Algérie, n'ont cependant pas fait le déplacement de Dakar. Le président du Nigeria n'est arrivé à Dakar que pour participer à la clôture de la Conférence. Plusieurs prétexte ont été donnés pour expliquer ces absences, mais plusieurs observateurs ont insisté sur le manque de solidarité entre les initiateurs même du NEPAD et de la forte compétition qu'il y aurait entre eux.

Parallèlement à la Conférence de Dakar, les représentants du G8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie) chargés par leurs gouvernements d'étudier l'appui à fournir au NEPAD s'étaient également réunis à Dakar à la veille de la conférence.

### **Le PNUD apporte son appui au NEPAD**

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) par la voix d'un de ses responsables a quant à lui, annoncé qu'il va encourager la notation des pays africains par les agences de notations financières internationales, afin d'attirer les investisseurs privés. Le choix portera d'abord «sur un groupe restreint de pays», pour que les premières notes «soient encourageantes et positives», a indiqué à la presse Zéphirin Diabré, administrateur associé du PNUD, en marge de la conférence internationale sur le financement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) par le secteur privé. Actuellement, seule l'Afrique du Sud, le Botswana et le Sénégal sont notés par des agences de notations financières internationales «réputées».

Par ailleurs, le PNUD a décidé d'organiser des «forums des investisseurs», dont le premier devrait avoir lieu en novembre prochain à New York, afin de rassembler des responsables du secteur privé africain et les grands groupes financiers internationaux.

«Ce que nous avons fait jusque là pour les gouvernements pour faciliter l'aide publique au développement, nous allons désormais le faire pour le privé», a notamment déclaré le responsable du PNUD dont l'organisation, a-t-il affirmé, travaillera aussi dans les années à venir au «renforcement des principes de bonne gouvernance» sur le continent afin d'appuyer la mise en oeuvre du NEPAD.

### **Appui de l'Europe, du Canada et de l'OMC**

Avant la Conférence de Dakar, le NEPAD recevait un appui de haut niveau de la part de l'OMC, du président français Jacques Chirac, du Premier ministre britannique Tony Blair - lors de son périple dans quatre pays africains- et du Premier ministre canadien, Jean Chrétien. Ce dernier avait annoncé lors du Forum économique mondial de février dernier que son pays réserverait un fonds de 500 millions de dollars US au NEPAD.

La France et la Grande-Bretagne ont convenu récemment de coordonner leurs politiques africaines et qu'ils vont promouvoir le NEPAD lors du prochain sommet du G-8 (sept pays développés plus la Russie) à Kananaskis, au Canada, en juin prochain.

Lors d'une réunion tenue sur le NEPAD le 08 février à Paris avec les dirigeants de 13 pays africains Jacques Chirac a réaffirmé solen-

nellement la nécessité pour les pays développés de se fixer pour objectif d'aide au développement 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB). «Il est moralement et politiquement indispensable que soit réaffiché de façon claire l'objectif des 0,7% de la part de tous les pays industrialisés», a-t-il déclaré à l'issue du sommet de Paris. Il s'agissait, a-t-il indiqué, de «donner une impulsion forte à ce processus, de façon à permettre à l'avion NEPAD de décoller» lors du Prochain sommet du G8 au Canada, en juin.»

Par ailleurs, une équipe du G-8 était au Cap, en Afrique du sud, les 14-15 février pour débattre des principaux éléments d'un Plan d'action du G-8 pour l'Afrique, avec le directeur exécutif du NEPAD, Wiseman Nkuhlu et des représentants du comité exécutif du NEPAD (formé de 15 pays). Les discussions devaient préparer le sommet de juin de cette année. Les dirigeants des pays industrialisés ont pris l'initiative lors de la réunion du G-8 de l'an passé, de nommer des représentants personnels pour élaborer un Plan d'action africain devant être approuvé à Kananaskis.

Sources : AFP, Bridges weekly, Passerelle Bulletin électronique. Pour le texte complet de la nouvelle initiative africaine, consulter : [http://www.uneca.org/eca\\_resources/Major\\_ECA\\_Websites/icpd/fourth/french/Initiative\\_Fr.PDF](http://www.uneca.org/eca_resources/Major_ECA_Websites/icpd/fourth/french/Initiative_Fr.PDF) Pour la répartition des secteurs voir : <http://allafrica.com/stories/200112070375.html>

### **Le NEPAD et le Commerce international**

S'exprimant, le 11 février, au terme d'une visite de trois jours en Afrique du sud, le directeur général de l'OMC, Mike Moore a affirmé que son organisation soutiendrait le NEPAD. Il a indiqué au président Sud africain Thabo Mbeki, qu'il s'agissait là de l'«une des plus belles visions élaborées pour l'Afrique par des africains qu'il n'ait jamais vus».

Le NEPAD est, pour lui, complémentaire à la nouvelle série de négociations commerciales de l'OMC lancée à Doha, en novembre dernier, et au mandat de Doha pour la constitution de capacité en faveur des pays en développement. C'est sur la question de l'accès aux marchés des pays riches que la déclaration de Doha rejoint l'une des NEPAD.

En effet, sur le commerce le NEPAD préconise un certain nombre de domaines sur lesquels l'Afrique devrait concentrer ses efforts. Il s'agit entre autres de développer un cadre de meilleures pratiques pour les réglementations techniques qui réponde à la fois aux exigences des Accords de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et aux besoins de l'Afrique; de négocier des mesures et des accords pour faciliter l'accès aux marchés mondiaux pour les produits africains; d'encourager l'investissement étranger direct; de renforcer la capacité sous-régionale et au niveau des pays; et d'identifier et d'exploiter les opportunités offertes par le système commercial multilatéral.

Le NEPAD préconise :

- D'assurer une participation active de l'Afrique aux échanges commerciaux mondiaux.
- d'identifier conjointement les besoins régionaux et continen-

(suite à la page 22)

*Conférence sur le financement du NEPAD... (suite de la page 21)*

- d'agir et dialoguer de façon à obtenir et stabiliser le traitement préférentiel consenti par certains partenaires de l'Afrique (Système Généralisé de Préférence (SGP), l'Accord de Cotonou, l'Initiative Tout sauf les armes et l'AGOA etc.) et faire en sorte que la libéralisation n'affecte pas les marges préférentielles offertes par ces arrangements.

### **Conférence sur les défis du Développement de l'Afrique dans le Nouveau Millénaire**

C'est pour délibérer sur les défis de développement de l'Afrique au nouveau millénaire que des chercheurs et intellectuels militants travaillant dans les institutions académiques, des organisations de la société civile et des décideurs provenant de 20 pays Africains, se sont réunis du 23 au 26 avril 2000 à Accra au Ghana. Conjointement organisée par le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) et Third World Network-Africa (TWN- Africa), la Conférence d'Accra a permis de discuter des questions telles que les initiatives africaines de développement, l'Afrique et le système mondial du commerce; la mobilisation des ressources financières pour le développement en Afrique; la citoyenneté; la démocratie et le développement; l'éducation, la santé, les services sociaux et le développement; et les questions de l'équité et de l'égalité de genre en matière de développement.

Une occasion pour les participants à cette réunion de rappeler les diverses initiatives africaines destinées à relever les défis de développement, en particulier le Plan d'Action de Lagos et le Cadre Alternatif Africain pour l'Ajustement Structurel qui l'a accompagné. Initiatives qui, à chaque fois selon la déclaration issue de cette réunion, «ont été contrecarrées et finalement minées par des politiques qui ont été élaborées hors du continent et imposées aux pays africains»

La réunion a noté le progrès inégal de la libéralisation politique et l'expansion de l'espace de participation et d'expression citoyenne. Elle a aussi reconnu contribution des luttes et du militantisme de la société civile à l'expansion de l'espace politique et l'inclusion des questions critiques de développement à l'ordre du jour des débats publics.

Selon la déclaration d'Accra, les défis auxquels fait face l'Afrique en matière développement proviennent de deux sources étroitement liées: a) les contraintes imposées par l'ordre économique et politique mondial dans lequel nos économies opèrent; b) les faiblesses internes résultant des structures politiques et socio économiques et des politiques néolibérales d'ajustement structurel.

La Nouveau Partenariat pour le Développement Africain, qui a reçu un appui de haut niveau a été fortement critiqué dans certains de ses aspects par les participants à la Conférence d'Accra. Selon la déclaration, «en dépit des buts bien intentionnés proclamés par le NEPAD, sa vision du développement et les mesures qu'il entend prendre pour atteindre les objectifs souffrent de graves déficiences. Il en résulte que le NEPAD ne contribuera pas à relever de manière adéquate les défis qui ont été identifiés ci-dessus. Au contraire, il va renforcer les contraintes liées à un environnement extérieur hostile et aux faiblesses intérieures qui constituent des obstacles majeurs au développement de l'Afrique. En effet, dans

certains domaines comme celui de la dette, lit-on dans la déclaration d'Accra, le NEPAD représente un retrait majeur par rapport aux objectifs internationaux qui ont été fixés à l'issue d'une mobilisation et d'une lutte à l'échelle mondiale.

Pour résoudre tous ces problèmes, la Conférence d'Accra lance un appel pour que des initiatives soient prises sur les plans national, continental et international afin de mettre en œuvre les mesures sur l'environnement externe, les politiques de développement, la ré-institution de l'Etat- Développement : un Etat où l'équité sociale, l'inclusion sociale et l'unité nationale et le respect des droits de l'homme sont à la base des politiques économiques

Les intellectuels réunis à Accra se sont engagés à travailler collectivement et individuellement, en accord avec leurs capacités, leurs expertises, et leurs mandats institutionnels respectifs, afin de promouvoir le renouvellement à l'échelle continentale de l'engagement en faveur d'initiatives africaines de développement. Ils se sont engagés à déployer leurs capacités et expertises respectives de recherche, de plaidoyer et de formation pour contribuer à la production et la diffusion des connaissances sur les grands enjeux. Au même moment, le Canada «s'engage à établir un nouveau partenariat avec l'Afrique» pour «sortir le continent de la pauvreté comme l'a déclaré la ministre de la coopération internationale Susan Whelan à l'ouverture d'une conférence de deux jours sur «Le Canada et l'Afrique : un nouveau partenariat».

### **USA-UEMOA Signature d'un accord commercial et financier entre Washington et l'UEMOA**

Les Etats-Unis et les représentants de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont signé le 24 Avril, un accord cadre sur le commerce et les investissements (TIFA) visant à renforcer les relations entre Washington et les huit pays membres de cette organisation.

«Il s'agit du premier accord signé entre l'UEMOA et la première puissance du monde», a souligné Moussa Touré, président de la Commission de l'UEMOA lors de la cérémonie de signature à Washington. «En signant cet accord cadre, nous allons aider à réaliser les engagements de Doha», a affirmé de son côté John Huntsman, représentant américain pour le commerce international adjoint, qui a signé pour la partie américaine.

John Huntsman a souligné que les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les pays membres de l'UEMOA avaient progressé de 12% en 2001 pour atteindre 760 millions de dollars et que cette Union représentait un marché de 71 millions de personnes avec un produit intérieur brut de 24 milliards de dollars.

«L'UEMOA c'est huit petits pays africains qui ont l'avantage de comprendre que le monde a changé et qu'il est temps de tourner plusieurs pages de l'histoire récente, depuis les années 60 et l'indépendance», a affirmé Moussa Touré.

L'accord signé va instituer un conseil sur le commerce et l'investissement qui sera présidé conjointement par Robert Zoellick, le représentant américain pour le commerce international (USTR) et le président de la Commission de l'UEMOA. Son but sera de négocier des accords sectoriels et de faciliter les échanges, notamment au niveau des procédures douanières et des droits de propriété intellectuelle.

Les Etats-Unis ont lancé récemment plusieurs initiatives commerciales visant à promouvoir les échanges avec l'Afrique, dont, en 2000, un cadre législatif pour promouvoir les investissements américains sur le continent (African Growth and Opportunity Act - AGOA). Dans ce cadre d'ailleurs le Sénégal a été déclaré le 23 Avril 2002 éligible à AGOA qui vise à développer les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les pays africains.

Lancé en 2000, l'AGOA concerne 34 pays d'Afrique subsaharienne et accorde notamment à ces pays des baisses de droits de douane sur leurs exportations aux Etats-Unis de textiles et de vêtements. En échange des concessions tarifaires, les pays bénéficiaires doivent s'engager à réaliser des réformes politiques et économiques et à ne pas se livrer à des «activités portant atteinte aux intérêts des Etats-Unis en matière de sécurité ou de politique étrangère».

Avec le Sénégal, 14 pays sont désormais déclarés éligibles à l'AGOA (Afrique du sud, Botswana, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Ile Maurice, Namibie, Ouganda, Sénégal, Swaziland, Tanzanie et Zambie).

#### Brèves :

**Le Canada insiste pour que l'Afrique soit un sujet dominant du G8 fin juin** : Ottawa insistera pour que l'allègement de la pauvreté en Afrique reste un sujet dominant lors du sommet du G8 fin juin au Canada malgré la place importante qu'occupera la lutte contre le terrorisme, a déclaré le 25 Avril à l'AFP, le chef de la diplomatie canadienne Bill Graham. «Le Premier ministre (Jean Chrétien) s'engage particulièrement à assurer que les pays du G8 adoptent un plan d'action concrète pour travailler avec les pays africains sur des problèmes cruciaux liés au développement tels que le mode de gouvernement, la paix et la sécurité, le commerce et l'investissement, l'enseignement et la santé, l'agriculture et l'eau», a déclaré M. Graham devant la Chambre des communes.

Au moins six dirigeants africains doivent participer à certains travaux du G8 qui se réunira fin juin à Kananaskis, une petite station touristique des Rocheuses canadiennes.

Plus de 400 personnes, membres d'associations et d'organisations non gouvernementales canadiennes et africaines ont participé à cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation du sommet du G8.

**Déroptions tarifaires : point de vue optimiste de l'économiste principal de la SADC** : L'économiste principal de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) de 14 membres, Fudzai Pamac Cheche, a déclaré, le 11 février, que la SADC espérait arriver à des déroptions tarifaires d'au moins 85% d'ici 2008 et à des droits de douane nuls d'ici 2012.

Toutefois, invoquant la nécessité de supprimer des obstacles à l'accès aux marchés tels que les contrôles de l'immigration, Cheche a averti que : «La réduction des droits de douane n'entraînera pas un accroissement des échanges à moins que l'on ne mette bon ordre à certains des éléments clés régissant les échanges». Dans toute économie, s'il y a un certain niveau d'instabilité politique, la base économique en pâtira certainement... Mais je pense qu'en termes de mise en œuvre de politique qui ne peut pas être compromise, nous sommes en train de très bien progresser ; ce qui peut être compromis, c'est le rythme de la mise en œuvre» a-t-il déclaré.

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

*PASSERELLES entre le commerce et le développement durable* est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif à l'International : Youba Sokona.  
Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah  
Rédaction : Seynabou Mbodj, Cheikh Tidiane Dièye  
Diffusion : Sata Tall

Montage: Noma Camara

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37

Fax : (221) 822-26-95

E-mail : syspro2@enda.sn

Web : <http://www.enda.sn>



ICTSD  
INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492

Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch)

Web : <http://www.ictsd.org>



FUTURO  
LATINOAMERICANO

*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur : Nicolas Lucas

Editrice : Mariá Amparo Albán

Téléfax : (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail : [ffla@interactive.net.ec](mailto:ffla@interactive.net.ec)



GERMANWATCH

*BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung*, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels

Editrice : Martina Schaub

Tél : (49-228) 60492-0

Fax : (49-228) 60492-19

E-mail : [tradewatch@germanwatch.org](mailto:tradewatch@germanwatch.org)

Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

#### BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin hebdomadaire de l'ICTSD sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à : [listserv@iatp.org](mailto:listserv@iatp.org). Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez : subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.



## Calendrier

**29 avril-1<sup>er</sup> mai** : Genève :symposium de l'Omc : le programme de doha sur le developpement et au delà,. Contact Bernard Kuiten, WTO External Relations Division; tel: (41-22) 739-5676 or 739-5254, email, [bernard.kuiten@wto.org](mailto:bernard.kuiten@wto.org),Internet:[http://www.wto.org/english/tratop\\_e/dda\\_e/symp\\_devagenda\\_02\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/dda_e/symp_devagenda_02_e.htm).

**01 Mai**, Genève : The rights tools for sustainable development: how to use human rights strategies and mechanisms to support development and environment objectives in international trade.contact: Caroline Dommen, Director, 3D Associates, 43 rue de Neuchâtel, Geneva, Switzerland; tel: (41-22) 738-7207.

**13-15 Mai**, Paris, France : Forum 2002 de l'OCDE. contact: Forum de l'OCDE; fax: (33-0-14) 430-6346; email: [oced.forum@oecd.org](mailto:oced.forum@oecd.org); Internet: <http://www.oecd.org/forum2002/>.

**15 Mai** : OMC, Genève : Comité sur le commerce et l'environnement.

**16 Mai** : OMC Genève : Session Spéciale du Comité sur le Commerce et le Développement.

**3 au 07 juin** : Omc, Genève : Session Spéciale du conseil sur le Commerce et les Services.

**11 au 12 juin** : Session Spéciale su Comité sur le Commerce et l'Environnement.

**21-22 juin**: Maastricht, Netherlands : L'OMC en 2001: Un nouveau départ: contact: Mr. Ruggero Lala, The Amsterdam-Maastricht Summer University; tel: (31-0-20) 620-0225; fax: (31-0-20) 624-9368; email: [ruggero.lala@amsu.edu](mailto:ruggero.lala@amsu.edu); Internet:<http://www.amsu.edu/courses/law>.

**30 juin-5 juillet**, Rome, Italie : 25<sup>ème</sup> session de la commission du codex alimentarius . contact: Secretariat of the Joint FAO/WHO Food Standards Programme; fax: (39-065) 705-4593; email:[codex@fao.org](mailto:codex@fao.org). From IISD Linkages: <http://www.iisd.ca/linkages/journal/>.

**17 juillet** : OMC, Genève: Session Spéciale Du Comité Sur Le Commerce Et Le Développement.

**18 juillet** : OMC, Genève : Conseil pour le Commerce et les Services.

**30 septembre- 04 October**, Bonn, Allemagne: Prior Informed Consent (PIC) INC- bContact: Niek van der Graaff, Interim Secretariat, FAO ; tel: (39-65) 705-3441; fax: 705-6347; email: [Niek.VanderGraaff@fao.org](mailto:Niek.VanderGraaff@fao.org) ou Jim Willis, UNEP Chemicals ; tel: (41-22) 917-8111; email: [chemicals@unep.ch](mailto:chemicals@unep.ch); Internet: <http://www.pic.int/>.

**3-15 novembre** : Santiago, Chilie : CITES COP-12. contact: Secrétariat CITES tel: (41-22) 917-8139; email: [cites@unep.ch](mailto:cites@unep.ch); Internet: <http://www.cites.org/eng/news/calendar.shtml>.

**9-13 decembre**, Geneve, Suisse : CONVENTION de Bâle : COP-6. Contact: Secretariat de la Convention de Bâle : tel: (41-22)979-8218; fax: (41-22) 797-3454; email: [sbc@unep.ch](mailto:sbc@unep.ch); Internet: <http://www.basel.int/>.

## Documents et ressources

GEORGE S., Remettre l'Omc à sa place,mille et une nuits, Paris, 2001 (ATTAC). Bibliothèque de l'IUED, Genève. <http://www.unige.ch/iued/new/information/bibliotheque/>

HORMAN, D. Mondialisation « excluante » nouvelles solidarités :soumettre ou démettre l'omc, Paris, Harmattan, 2001. Contact: <http://www.unige.ch/iued/new/information/bibliotheque/>

HERMELIN B., ROLLAND, J.P., Negociations commerciales, l'exception agricole, in Courrier de la Planète n°65, 2001.

JOE FRANÇOIS. The next wto round : nord-south stakes in market acces negotiations; Disponible sur : : <http://www.adelaide.edu.au/cies/orderform.htm>

JAMES MATHIS, TMC Asser Press, 2002. Regional trade agreements in the gatt/wto: article xxiv and the internal trade requirement.: Disponible sur :[www.solagral.org/publications](http://www.solagral.org/publications)

LOCHHEAD, R : Omc et Propriete Intellectuelle : dans: "A l'Encontre n°2, novembre 2001, pp. 7-18.

Martin Khor, Decembre 2001. THE MULTILATERAL TRADING SYSTEM: A DEVELOPMENT PERSPECTIVE: Contact : <http://www.undp.org/mainundp/propoor>.

Oxfam, March 2002 AFRICA AT THE CROSSROADS: TIME TO DELIVER.Contact : <http://www.oxfam.org.uk/policy/papers/africacrossroads/africacrossroads.html>.

PLANCHE D. Dossier sommet Omc de Doha, in Marchées Tropicaux et Méditerranéens n° 2919, 2001, p. 2091-2186

RAINELLI, M. Paris 2002 : L'organisation mondiale du commerce, la découverte,.

SHARMA, R. Apres l'uruguay round, un nouvel accord omc2 : bilan et perspectives pour les pays en voie de développement dans le domaine de l'agriculture, in Agriculture et Développement rural n°1, vol.7, 2000, pp. 41-44.

SARAH A LAIRD. Biodiversity and traditional knowledge: equitable partnerships in practice. Information disponible sur [http://www.earthscan.co.uk/new\\_titles.htm](http://www.earthscan.co.uk/new_titles.htm).

OMC, UN COMMERCE OUVERT SUR L'AVENIR, 2<sup>ème</sup> édit révisée, OMC 2001.

SOLGRAL, Mars 2001 : Les agricultures du Sud et L'OMC. 11 fiches pour comprendre, anticiper et débattre. Disponible sur le site de Solagral à l'adresse :<http://www.solagral.org/publications>

SOLGRAL, Avril 2001. La convention sur la diversite biologique et les accords de droit de propriete intellectuelle. Enjeux et perspectives, disponible sur :[www.solagral.org/publications/etudes](http://www.solagral.org/publications/etudes).

WILLIAM KRIST: Janvier 2002. Protecting the environment while opening markets in the americas. Contact :<http://www.miami.edu/nsc/pages/pubset.html>